

# L'HUMANITE ROUGE

PARTICOMMUNISTE MARXISTE LENINISTE



**RASSEMBLER  
LES  
FORCES  
POPULAIRES**

**PROMOTEUR PROTÉGÉ**

C'est 11 ans après, on se demande bien le pourquoi de cette lenteur, que le tribunal de Paris vient d'ouvrir le dossier d'un des scandales immobiliers les plus importants de l'ère Pompidou. Christian Gaucher, spécialisé dans la construction de marinas sur la Côte d'Azur, ainsi que 5 complices, est inculpé d'abus de biens sociaux, de fausse comptabilité, de faux bilans et de banqueroute. En 1971, la société Gaucher et Cie était mise en règlement judiciaire. Le trou financier était de l'ordre de 6 milliards de centimes; 600 employés et ouvriers furent licenciés sans indemnité et sans même le paiement des salaires en cours. Il ne faut pas s'étonner si ce patron créateur de sociétés fictives pour mieux drainer les capitaux, obtenait les permis de construire les plus difficiles à décrocher. C'est du côté de l'ancienne majorité qu'il faut chercher ceux qui, au début des années 70, ont pu protéger Gaucher. Protections sûrement très haut placées vu l'extrême lenteur avec laquelle on a ouvert le dossier.

**L'ADJOINT AU MAIRE DÉTOURNAIT LE FICHIER ELECTORAL**

A Brunoy, dans l'Essonne, le Conseil municipal a décidé de porter plainte contre X. Le premier adjoint au maire, M. Charbonnel (UDF) avait utilisé le fichier électoral pour faire de la publicité au profit d'une société de gardiennage, la « Cedi-sécurité ». Il avait sélectionné 6 000 personnes habitant la zone pavillonnaire de Brunoy et leur avait adressé, sur du papier à en-tête de la mairie une lettre vantant les mérites de la « Cedi-sécurité », lettre qu'il avait signée de son nom.

**NOUVEAU CHARNIER DÉCOUVERT EN ALGÉRIE**

On vient de découvrir, 20 ans après la fin de la guerre d'Algérie, un nouveau charnier contenant les ossements de 834 cadavres à Kmenchela dans les Aurès, sur l'emplacement d'un ancien centre de regroupement de la population civile. C'est en déblayant ou bulldozer un terrain vague que des ouvriers ont exhumé ce charnier. Selon la presse algérienne les squelettes, dont certains portaient des traces de brûlures, tandis que d'autres avaient le crâne fracassé, étaient entassés les uns sur les autres, dans tous les sens, ce qui infirme l'hypothèse d'un cimetière musulman. Appelé sur les lieux, un médecin a formellement conclu que le charnier, où on a également trouvé des canettes de bière et un pneu de half-track, date de la guerre d'Algérie. Des familles entières (hommes, femmes et enfants) ont été massacrées par des légionnaires dans cet ancien camp de regroupement de la population. Depuis la fin de la guerre d'Algérie de nombreux charniers, dont certains contenaient plusieurs centaines de cadavres, sont périodiquement découverts.

**L'UNSI CONTRE HERSANT-LA PIEUVRE**

Jusqu'où Hersant va-t-il pousser les limites de son empire en infraction avec la loi de 1944 qui interdit d'être propriétaire de deux journaux ou plus et de faire, notamment, usage de prête-noms? L'Union nationale des syndicats de journalistes (SNJ, CFDT, CGT et FO) vient d'adresser à ce sujet une note à M. Grallier, juge d'instruction, pour protester contre l'arrêt éventuel des investigations concernant Robert Hersant et certains de ses associés. Cette hypothèse est d'autant plus intolérable que Hersant vient de prendre des participations au *Midi Libre* et au *Dauphiné Libéré* grâce aux concours des banques nationalisées. L'UNSI a donc décidé d'interpeller Badinter, ministre de la Justice et Garde des Sceaux, et d'alerter l'opinion publique.

**LE PRINCE CONTRE LES HORDES SAUVAGES**

Le prince Poniatowski ne restera pas dans l'histoire seulement comme l'inventeur des opérations coup de poing; il fut aussi un grand penseur des problèmes mondiaux comme en témoigne cet extrait d'une interview accordée aux *Nouvelles Littéraires* du 14 avril. «... Et si nous évitons le conflit mondial à court terme, les forces qui sont en marche poussent les pays avancés à s'entendre. A cause de la pression de ces énormes masses d'hommes affamés qui veulent déferler sur les pays riches. Pour conclure, la seule guerre que nous risquons de devoir livrer un jour se fera contre les hordes du tiers du monde. » Quel sens de l'histoire! La race blanche assaillie par les « hordes affamées », voilà des propos qui prouvent à quel point

Poniatowski est pénétré du sens de l'histoire, tout autant d'ailleurs que ses amis de la Nouvelle droite dans les thèses desquels il trouve son inspiration.

**L'ETRANGE M. BABUREK**

Patron du groupe du même nom, Baburek détient le record du rachat d'entreprises en difficultés, le record des subventions publiques de toutes sortes et le record des licenciements. Ce sauveur d'entreprises utilisait d'étranges procédés que vient de révéler l'UD-CGT du Val-de-Marne. En quelques années, Baburek a réussi à racheter 24 sociétés et se trouve aujourd'hui à la tête d'un groupe de 1 800 salariés, numéro un en Europe pour le traitement de surface dans la métallurgie et qui développe aussi des activités dans la mécanique, la reconstruction de machines outils et l'ingénierie. Il rachetait les entreprises, il invitait les ouvriers à des sacrifices, il empochait les subventions publiques et dernière étape, licenciait tout le monde. Cela s'est passé à Jourdan, au Plessis-Bouchard (Val-d'Oise) en 80; à la SNM, devenue CFM, à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne) qui vient de déposer son bilan. Mais comme s'il fallait dissimuler quelque chose, un commando est venu le 8 mars démanteler la comptabilité de la CFM, les terminaux informatiques et les machines à calculer. La CGT (Val-de-Marne) dénonce les pratiques frauduleuses de ce naufrageur d'entreprises. La lecture des livres de compte des sociétés du groupe « permet de constater des irrégularités et des anomalies dont certaines présentent un caractère frauduleux ». Elle cite (preuves à l'appui) certaines opérations pour récupérer la TVA, créer des sociétés fictives, empocher des fonds publics. Baburek déclare un chiffre d'affaires de la CFM fictif de 40 millions de francs au lieu des 2,4 réels pour obtenir des subventions. Autre exemple: l'émission de fausses factures de la part d'une société du groupe en sommeil pour récupérer 2 500 000 de TVA. Ce patron de choc ne trouve, bien sûr, pas d'argent pour régler ses dettes à l'URSAFF (280 millions). Mais Baburek n'entend pas en rester là, il est en effet candidat à la réorganisation en cours dans la machine-outil, notamment chez Liné. Voilà qui explique l'inquiétude et la colère légitime des travailleurs.

qu'il existe toujours des camps de détention en Algérie où des centaines, voire des milliers de « Pieds noirs » sont toujours détenus contre leur volonté et cela depuis 20 ans. Toujours dans *France-Soir*, un « témoin » algérien, M. Areski, ayant quitté le pays en 1966, affirme qu'il a vu des prisonniers français retenus en Algérie et qu'il y a encore des camps de détention au Sahara, sans avancer aucune preuve. Quant au *Quotidien de Paris*, il affirme, de son côté, que cette affaire repose sur des dossiers secrets rangés dans les cartons du contentieux franco-algérien. Il apparaît un peu extraordinaire que l'Algérie ait pu dissimuler pendant 20 ans des camps de détention ou croupiraient un millier de prisonniers français!... On peut se demander qui a intérêt à une telle campagne qui vient après celle sur les archives, après celle sur le gaz, au moment d'un réchauffement des relations franco-algériennes? Il semble que ceux qui n'acceptent pas le verdict du 10 mai soient aussi des nostalgiques de l'Algérie française. Devant une telle campagne anti-algérienne, on ne peut s'empêcher de penser aux événements racistes qui, en France, avaient suivi la nationalisation par l'Algérie de ses installations pétrolières en 1973.

**BRIDEL FAIT SON BEURRE SUR LE DOS DES PETITS PAYSANS**

Déjà, il y a quelques années, la société Bridel, qui rayonne sur l'Ille-et-Vilaine, avait essayé d'éliminer les petits producteurs de lait de ses circuits de ramassage. Elle avait dû reculer devant la lutte des petits paysans concernés. Elle récidive, aujourd'hui, sous le prétexte technique qu'il faut passer de la collecte en bidon au stockage en tankers réfrigérés. Sont concernés quelques 1 600 petits exploitants du département qui produisent chacun moins de 25 000 litres de lait par an, soit la traite de 5 vaches. Petits paysans, paysans en semi-retraite, femmes restées à la ferme alors que le mari a dû s'embaucher à l'usine, veuves, tous se trouvent dans des situations très précaires. On leur intime l'ordre d'augmenter le volume de livraison ou d'aller livrer eux-mêmes leur lait à des centres de regroupement. Ou bien, on leur propose de faire de l'élevage « intégré » de veaux (pour Bridel). Par ailleurs, dans le Cantal, la coopérative Centre-lait pénalise financièrement ceux qui n'arrivent pas aux 25 000 litres. Des comités de défense se sont créés afin d'empêcher que Bridel n'arrive à ses fins. Un tel précédent entraînerait d'autres sociétés de ramassage sur cette voie. Ce serait, à très court terme, la disparition de ces petits exploitants dont la vente du lait constitue parfois le seul revenu, ou bien la seule source d'argent frais régulier.

Rubrique réalisée par Léon CLADEL

**Repères économiques**

**PRIX PETROLIERS ... EN LIBERTE**

Le gouvernement vient de définir une nouvelle politique des prix pétroliers: jusqu'alors, c'était lui qui les fixait. Désormais, ils seront en « liberté surveillée ». Quel est ce nouveau mécanisme? La fixation des prix au départ de la raffinerie échappera désormais, pour ainsi dire totalement, aux pouvoirs publics. A cet effet, l'on a prévu une formule en fonction de plusieurs critères. Pour l'essence, le super, le fuel et le gazole, l'on tiendra compte des cours du marché de Rotterdam (là où la spéculation bat son plein: c'est une sorte de bourse pour les produits pétroliers) pour moitié; pour l'autre moitié, on tiendra compte des prix moyens pondérés hors taxes des pays de la Communauté économique européenne. A partir de ce prix de référence ainsi déterminé, les trusts pétroliers pourront fixer leur prix de vente en tenant compte encore d'un « différentiel » qui devrait représenter les spécificités du marché français (coût du transport du brut, pertes et charges financières des trusts). Par contre, il reviendra à l'Etat de fixer la fiscalité ainsi qu'une marge globale de distribution. Ce nouveau régime favorise les compagnies pétrolières. En effet, c'est le retour en fait à la liberté de ces prix; la formule de base prend en considération les cotations quotidiennes du marché spéculatif de Rotterdam, ce qui est tout à l'avantage de nos trusts. D'ores et déjà, suite à cette nouvelle politique pétrolière, l'on parle de hausses... Aujourd'hui, compte tenu du marché actuel, il faudrait augmenter le prix du super, ne pas changer l'ordinaire, relever le fuel et le gazole. On le voit, cette réforme reviendra à faire payer les travailleurs. D'autre part, les compagnies vont être autorisées à adapter leur raffinage; elles vont chercher à être plus productives et empocher encore plus de profits. Cela passe par la fermeture d'unités jugées insuffisamment rentables, comme les raffineries de Valenciennes (Elf),

Dunkerque (BP) et Hauconcourt en Lorraine (Esso, Elf, Compagnie française de raffinage). N'y a-t-il pas de ce fait menaces de licenciements pour les travailleurs de ces raffineries?

**L'APARTEID N'EMPECHE PAS LES AFFAIRES**

GEC Turbine Generators, une filiale de la Général Electric britannique, vient de passer un super-contrat avec l'Afrique du Sud, pays de l'apartheid. Ce contrat représente 440 millions de dollars et consiste en la fourniture de 6 turbogénérateurs de 600 MW.

**RECESSION ET CHOMAGE AUX USA**

Les USA ont connu une baisse consécutive pendant deux trimestres du Produit national brut (ensemble de la production du pays): ce dernier a diminué de 3,9% au cours du premier trimestre de 1982 alors qu'il avait déjà chuté de 4,5% durant le dernier trimestre de 1981. On prévoit que cette récession devra se poursuivre, l'activité devant stagner pour le deuxième trimestre 1982. Si l'inflation a reculé (le taux annuel était de 3,6% de janvier à mars au lieu de 9,5% d'octobre à décembre), le chômage représente 9% de la population active et, selon les experts, celui-ci devrait continuer à croître. Enfin, le déficit budgétaire pour 1982-1983 devrait atteindre 180 milliards de dollars.

Rubrique réalisée par Catherine LEMAIRE et Pierre BAUBY

**DÉSINFORMATION**

*France-soir* refait dans l'intox anti-algérienne et dans la désinformation avec des révélations fracassantes produites la semaine dernière. *France-soir*, un des fleurons de l'empire Hersant, avance, se basant sur les témoignages d'une association pour la sauvegarde des familles et enfants disparus (ASFED),

**L'HUMANITE ROUGE**

Fondateur : Jacques JURQUET.  
 Directeur politique : Pierre BURNAND.  
 Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI.  
 Commission paritaire : N° 57952 - dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 1982.  
 Téléphone : 16 (1) 893 87 16.  
 Adresse : Presse d'Aujourd'hui. BP 70 94220 Charenton.

## 1ER MAI

# A qui profite la division ?

Malgré quelques accords unitaires dans certaines villes et départements (Aube, Orne, Haute-Loire, Haute-Garonne, Loiret, Creuse, Indre-et-Loire), le 1<sup>er</sup> mai 1982 sera marqué par la division du mouvement ouvrier. Comme les deux dernières années, à Paris, la CGT organise une manifestation à partir de République et la CFDT un rassemblement Place de la Bastille.

Si ces initiatives ont été annoncées dès la fin du mois de mars, CGT et CFDT semblant alors prendre acte de la division, de nombreux contacts et réunions entre CGT, CFDT, FEN, PS et PCF ont eu lieu depuis la mi-avril pour tenter de parvenir à un 1<sup>er</sup> mai unitaire.

Le 21 avril, un projet d'appel national commun a été mis au point :

« Voici un an, l'élection de François Mitterrand et d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale a permis d'engager une politique de changement, constitue une chance historique pour les travailleurs de notre pays.

Les organisations syndicales se sont rencontrées pour procéder à une analyse de la situation politique, économique et sociale, sans minimiser leurs divergences tant à propos des questions nationales que des problèmes internationaux, ils réaffirment leur accord sur les grands objectifs du changement social et entendent agir dans l'union pour sa pleine réussite au moment où la droite et le patronat multiplient les attaques et les obstacles contre la politique du changement voulue par la majorité des Françaises et des Français.

Dans cette situation, les organisations syndicales estiment que le 1<sup>er</sup> mai 1982 doit être l'occasion pour les travailleurs d'affirmer leurs grands axes revendicatifs communs et leur commune volonté de voir se poursuivre et se développer les grandes réformes rendues possibles grâce au 10 mai 1981 dans le sens du mieux-être, de la justice et de la liberté.

Elles appellent donc les travailleurs à manifester en masse, notamment pour :

- la création d'emplois, pour

la réduction du temps de travail, pour les 35 heures et le développement de la nouvelle politique économique;

- la réduction des inégalités, le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs, la revalorisation prioritaire du SMIC et des bas salaires;

- la construction d'une société plus solidaire, en particulier par la réforme démocratique de la Sécurité sociale et de la fiscalité, et par la revalorisation des retraites;

- une participation accrue des travailleurs au changement par le développement de droits nouveaux dans les entreprises.

Journée internationale de lutte de la classe ouvrière, le 1<sup>er</sup> mai 1982 doit être aussi l'occasion pour les travailleurs de :

- manifester leur soutien à tous les travailleurs et à tous les peuples soumis à l'oppression;

- soutenir pour tous les peuples et dans tous les pays, l'exigence du plein respect des libertés fondamentales, en particulier du plein exercice des libertés syndicales;

- agir pour la paix et le désarmement.

Conscientes de leurs responsabilités dans la dynamique du changement, les organisations syndicales donneront dans l'unité, à Paris, une importance particulière à ce 1<sup>er</sup> mai.

Le Parti socialiste et le Parti communiste français appellent tous les Français et Françaises qui se sont prononcés pour la politique nouvelle de changement à assurer le plein succès de cette manifestation syndicale du 1<sup>er</sup> mai 1982.

Mais la CFDT a refusé cet accord, estimant indispensable que l'appel commun fasse explicitement mention de la Pologne et de la libération des syndicalistes emprisonnés. La CFDT a ainsi pris une lourde responsabilité.

Si le PCML a fermement condamné et condamne l'établissement de l'état de siège en Pologne, la répression du mouvement ouvrier et des libertés démocratiques et syndicales et exigé la libération des syndicalistes emprisonnés, il considère que l'ultimatum de la CFDT est profondément erroné et néfaste.

D'une part parce que le projet

d'appel mentionne explicitement le fait de « soutenir pour tous les peuples et dans tous les pays l'exigence du plein respect des libertés fondamentales, en particulier du plein exercice des libertés syndicales ».

D'autre part, et surtout, parce qu'aujourd'hui chaque division, chaque hésitation de la part du mouvement ouvrier et populaire est un atout donné aux forces du grand capital, à la droite. Il faut être singulièrement aveugle pour déclarer, comme l'a fait J-P Bobichon, le secrétaire de l'Union de la région parisienne CFDT, le 26 avril : « La situation intérieure ne justifie pas que les syndicats et les partis de gauche passent outre leurs divergences pour organiser à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai une grande mobilisation populaire. »

Dans cette situation où la mobilisation, où un sursaut des forces ouvrières et populaires sont de mise, où leur rassemblement est d'une urgente nécessité, le PCML a apporté sa contribution. Le 21 avril au soir, sur la base du projet d'appel national, le bureau confédéral CGT se déclarait « prêt à organiser (le 1<sup>er</sup> mai) sur cette base avec les formations responsables qui le désireront ». Et Paul Laurent, secrétaire du Comité central du PCF, faisait part de la volonté du PCF de « poursuivre ses efforts (...) avec toutes les organisations qui sont prêtes à le faire. »

Aussi, dès le 22 avril, le PCML considérant que le projet d'appel était acceptable, fit part à la CGT et au PCF de son « accord pour appeler à une grande manifestation unitaire le 1<sup>er</sup> mai sur la base de l'appel publié ». Mais il ne fut pas donné suite à notre initiative. De nouvelles réunions, entre syndicats, eurent lieu les 23 et 26 avril au plan régional parisienne, mais la CFDT maintint son préalable, contribuant ainsi à la démobilitation des travailleurs.

Le PCML ne se résigne pas, pour autant, à cette situation de division qui profite au patronat et à la droite et continuera à œuvrer au rassemblement des forces populaires.

Pierre BAUBY

## FLINS-AULNAY

# LA COLERE DES O.S. VIENT DE LOIN

Flins. Mardi 27; l'intersyndicale qui vient de se réunir (à 15 heures) a décidé de demander une entrevue rapide (dans la soirée) au chargé de mission du gouvernement, M. Cornu.

Le débrayage appelé par les trois syndicats de 15h à 18h semble particulièrement suivi; on parle par exemple de 90% de grévistes en mécanique R5. Un meeting doit avoir lieu à 16h en bout des chaînes.

Négociations bloquées; attitude de plus en plus dure de la direction qui, suite à des constats d'huissiers, envoie des mises en garde à certains grévistes ou fait relever des noms par des agents de maîtrise lors des meetings... Provocations, intimidations... Elle cherche à briser le mouvement par la force. A voir la mobilisation aujourd'hui, elle risque bien de se tromper!

En tout cas, elle aggrave lourdement la situation. Devant l'entrée principale (où nous diffusions l'appel de notre parti pour le 1<sup>er</sup> mai autour d'un panneau affichant des articles de notre journal, non loin de la voitures sono des syndicats), l'atmosphère était assez lourde et tendue tout à l'heure au changement d'équipe. L'attitude de la direction n'y est pas pour rien! Ni peut-être le contexte de division syndicale (au plan national) pour le 1<sup>er</sup> mai? Il serait très dommageable que ce climat serve à affaiblir l'unité pour laquelle les travailleurs en lutte ici ont pesé de tout leur poids, et avec succès face à des réticences dont on ne peut dire, ici, qu'elles aient été du côté de la CFDT.

Dans la situation de blocage actuel, il est clair que les travailleurs se devaient de s'adresser au gouvernement, s'agissant de Renault, entreprise nationalisée; c'est ce qu'a décidé l'intersyndicale en demandant de rencontrer M. Cornu.

Comme l'indique la CFDT dans un communiqué à l'AFP : « Le gouvernement de gauche a déclaré qu'il laissait leur autonomie aux entreprises nationalisées. Mais peut-il se désintéresser du gâchis actuel, des

milliers de voitures perdues parce que la direction de la Régie est incapable de résoudre correctement un conflit? »

« Il faut que les pouvoirs publics indiquent leur position à la Régie Renault. Les travailleurs comprendraient mal que les événements se déroulent comme par le passé. »

Il faut bien en effet que le gouvernement prenne ses responsabilités, quitte à ce que, comme le suggère le communiqué cité, un certain nombre de gens s'en aillent tant à Flins qu'au niveau de la direction générale...

La direction a certes cédé dimanche sur un certain nombre de points, jugés par tous insuffisants. Il semble qu'elle ne veuille pas aller plus loin, en particulier sur les revendications unificatrices et simplificatrices portant sur la grille... sans doute parce qu'elles supprimeraient bien des divisions en même temps que le mécontentement actuel...

Il faudra pour avancer accroître sans doute encore le rapport de force à Flins comme dans l'ensemble de la Régie.

Mais quel plus bel appui (d'ailleurs mutuel) pouvaient recevoir les O.S. de Flins que celui des O.S. de Citroën Aulnay interrompant maintenant toute production dans leur usine (pour la première fois de son histoire) et secouant avec quelle vigueur le joug combien pesant qu'ils y subissaient (CFT aidant)? Leurs revendications sont semblables. Autre fait qui soulignait ce matin la similitude de leur situation à une différence de degré (importante) près et au-delà du caractère nationalisé ou non de leurs entreprises : au moment des provocations à la mécanique de Flins, on interceptait à Aulnay deux individus armés d'une carabine 22 long rifle et d'un pistolet à bord d'une Alfa Romeo immatriculée dans les Yvelines, et émergeant à Citroën. Fait grave qui témoigne que les émules des assassins de Pierre Maître sont toujours là.

Gilles CARPENTIER



# Emploi, libertés : quel chemin parcouru ?

Qu'est-ce qui a changé pour les travailleurs ?

Un an après le 10 mai 1981, il est légitime d'essayer de mesurer le chemin parcouru, de déceler les tendances... ; sans pour autant prétendre porter un jugement définitif ; surtout si l'on a en tête ce fait que les principales grandes réformes, dont le nouveau pouvoir compte qu'elles soient les leviers susceptibles de changer les choses en profondeur, ne sont pas encore réellement mises en œuvre, voire même adoptées (comme les nouveaux droits, dans le secteur privé comme le secteur nationalisé). On connaît toutefois le contenu de ces réformes, les enjeux qu'elles recouvrent, les batailles auxquelles elles ont déjà donné lieu, et quels compromis, évidemment liés au rapport de force, les ont sanctionnées. Car chaque fois, il y a eu bataille.

Et de ce point de vue, il y a une chose qui n'a pas changé, changé de nature tout au moins (si par contre les tactiques et méthodes ont été réadaptées) : c'est le patronat, c'est la droite, c'est la classe capitaliste qui tenaient hier sans partage tous les leviers et disposaient en particulier du gouvernement Giscard-Barre entièrement à leur service. Aujourd'hui comme hier, ceux-là se battent pour faire payer la crise aux travailleurs. Ils détiennent de puissants moyens dans tous les domaines : on a vu à l'œuvre le Conseil constitutionnel pour l'indemnisation des nationalisations ; on a vu

des manifestations de patrons, allant même jusqu'à occuper le nouveau siège de la CGT ; on les voit poursuivre les mêmes campagnes, chercher à rallier à leur drapeau les mécontentements, semer les mêmes venins de division, de racisme ; on les a vus monter des opérations de type fascistes contre des travailleurs en grève ; leurs trafics, leurs spéculations ont toujours cours, et leurs moyens de pressions sont considérables.

La bataille est permanente et son issue — une issue favorable aux travailleurs — n'est nullement acquise. Si positives que soient les intentions du nouveau gouvernement, il n'est pas du tout exclu que ce soit d'autres vues qui l'emportent : cela dépend du rapport de force et de son évolution.

C'est sous cet angle qu'il s'agit ici de mesurer le changement, en gardant bien en tête que, sans le moindre doute, la continuation de la politique d'avant le 10 mai eut conduit à une situation bien pire encore pour les travailleurs, tant sur le plan de l'emploi que du pouvoir d'achat, des libertés, du droit à la santé, etc...

Nous nous en tiendrons ici à deux domaines particulièrement importants : l'emploi et les libertés. On trouvera par ailleurs (pages 8 et 9) les points essentiels sur lesquels il nous semble nécessaire d'avancer pour que cela change vraiment.

Gilles CARPENTIER

## LES LIBERTÉS

Beaucoup de choses ont été faites dans ce domaine pour effacer les graves restrictions (et leurs conséquences) antérieures. A commencer par la loi d'amnistie étendue aux sanctions patronales à l'égard de syndicalistes ou de simples travailleurs. Doublement limitée, par son contenu même (en particulier en matière de réintégration) et par les résistances patronales, elle a été néanmoins sans conteste un événement marquant, dont la droite a d'ailleurs fait une cible privilégiée de sa propagande sous cet aspect concernant les syndicalistes et surtout sous celui des libérations qui ont largement vidé les prisons préalablement remplies d'une masse de petits délinquants par les soins de Peyrefitte et du gouvernement Giscard-Barre : on a pu entendre tel homme de droite déclarer que seuls les voyous et les communistes y trouvaient leur compte, au détriment bien sûr de la « sécurité des Français ».

### AUTOUR DE LA LOI PEYREFITTE

Dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, des TPFA, abrogation de la loi anticasseurs, de la peine de mort, et bientôt de la loi Peyrefitte poursuivent dans ce sens d'effacer les méfaits du passé, de même que la levée de certaines restrictions du droit de grève (dans la Fonction publique, par exemple). Mais cela ne fait pas une autre politique et à cet égard, les récents éclats du ministre de l'Intérieur, reprenant (en la poussant plus loin, même) le fond de l'argumentation de Peyrefitte, augurent mal de l'avenir. Le résultat de ce premier débat est d'ailleurs une extension des contrôles d'identité.

A ce propos, il n'est semblé-t-il pas question d'abandonner le projet d'informatisation des cartes d'identité pour les immigrés : ce fait ajouté au précédent laisse prévoir (ce que de récentes déclarations confirment tout à fait) que les expulsions vont reprendre (même si elles s'intitulent refoulement et si la loi remplaçant la loi Bonnet en a limité les conditions).

Dans ces domaines, les pressions extrêmement fortes des milieux policiers, de l'idéologie « Sécurité et liberté » à laquelle ne répond toujours pas pour l'instant une sérieuse contre-campagne, de la situation générale, de l'emploi toujours grave, des banlieues

et cités « déshumanisées » héritées des gouvernements précédents l'emporteront-elles sur les intentions et projets ?

### LE ROLE DES FORCES DE L'ORDRE

Par ailleurs, en matière de conflits du travail, si les interventions de la force publique avaient été extrêmement rares, limitées à des sequestrations de dirigeants d'entreprises, jusqu'au début de cette année, il faut constater qu'elles sont devenues plus fréquentes et plus systématiques lorsqu'elles sont demandées par des employeurs pour assurer la liberté du travail dans des entreprises occupées, et cela depuis le commando fasciste d'Isigny et les invectives patronales contre la soi-disant violence syndica-

le. (Les chiffres fournis par Gaston Dafferre lui-même en témoignent). Par contre, les poursuites, les mesures contre les officines qui servent de couvertures aux opérations du type Isigny ou d'autres moins spectaculaires et moins importantes mais tout à fait analogues, ne sont guère marquées du sceau de la détermination. Le SAC est toujours légal, de même que la CSL (ex-CFT) et d'autres officines qui sous couvert d'association d'anciens parachutistes ou de société de gardiennage ont organisé, organisent et sont prêtes à poursuivre, la violence patronale. Le nouveau groupement naturellement indépendant (la RNPI, qui a organisé l'occupation du siège de la CGT) allant jusqu'à se déclarer publiquement prêt à passer outre la loi.

Notons en positif et en matière de délinquance, les poursuites engagées contre celle « en col blanc », de Paribas et autres, dont les trafics, assez considérables, étaient largement couverts auparavant.

### DANS LES ENTREPRISES

Reste le volet, considérable et très important, des nouveaux droits dans l'entreprise, en cours d'élaboration pour le secteur nationalisé, prochainement soumis au Parlement pour le secteur privé à travers les projets Auroux.

## L'EMPLOI

L'emploi était, et reste, le problème majeur pour les travailleurs. C'est le cas en France comme dans tous les pays hautement industrialisés (y compris le Japon) et encore plus dans les pays du Tiers Monde dont le développement est entravé par leur dépendance à l'égard des grands mo-

Il y aura là de toute façon un progrès, mais plus limité qu'on pouvait l'espérer, dans le champ d'application comme dans les mesures : ainsi par exemple, de l'heure d'information syndicale pour tous ou des possibilités d'organisation notamment dans les petites entreprises ou des conseils d'ateliers et de bureau dont ne bénéficiera (peut-être) que le nationalisé.

La situation nouvelle depuis le 10 mai aura eu de ce point de vue une importante conséquence, d'ores et déjà chiffrable : une forte progression de l'implantation de nouveaux syndicats ou sections syndicales dans les entreprises de moins de 200 salariés (c'est ce que montrent les chiffres fournis par la CGT comme la CFDT).

De même, l'arbitraire patronal aura reculé dans ce qui en était des bastions particulièrement repoussants, comme Talbot ou Citroën, où ont pu se dérouler, par exemple, des élections plus normales que de coutume à Poissy ou à Rennes.

Les incidents graves qui ont pu avoir lieu ces jours-ci à Citroën-Aulnay (et où la CFT est bien entendu impliquée) montrent que ce n'est pas chose facile.

L'intervention des travailleurs y prend par contre une ampleur nouvelle, nécessaire pour faire avancer les choses, tout à fait prometteuse, et à verser à l'actif du changement.

nopoles internationaux ou de pays plus puissants et où le chômage égale bien souvent famine.

S'il est un domaine où la droite, le patronat, ne sont pas qualifiés pour critiquer la politique actuelle, c'est bien celui de l'emploi : la montée ga-

Suite page 5



Suite de la page 4

lopante du chômage a été rythmée par les plans Barre et le redéploiement giscardien!

Les résultats obtenus en un an ne sont pas pour autant convaincants, mis à part la fonction publique où le renversement de situation est net : les coupes sombres engagées (et prévues à grande échelle) sous Giscard-Barre n'y sont plus de mise; des embauches non négligeables ont eu lieu au contraire.

Le chômage a continué à croître, le nombre d'emplois industriels a continué à baisser et même le nombre total d'emplois a diminué. Les licenciements économiques ainsi que les contrats à durée déterminée ou l'intérim et le chômage dit technique en sont restés les causes principales.

Quels ont été les moyens mis en œuvre?

## LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Sous la forme qu'elle a prise et malgré les luttes (nombreuses mais néanmoins limitées auxquelles son application a donné lieu), non seulement elle n'aura pas été la source de création d'emplois en général mais elle aura été au contraire l'occasion de réaménagements du travail bien souvent défavorables aux travailleurs, encore que dans bien des cas, il n'y aura pas eu de réduction réelle.

Les récents engagements gouvernementaux dans ce domaine (dans le sens d'une pause dans les deux ans à venir) augurent mal des apports de ce moyen, pourtant présenté comme le principal, pour faire reculer le chômage.

La voie suivie dans ce domaine, dont le protocole du 17 juillet fut la première (et décisive) étape, ne pouvait, il est vrai, déboucher sur une avancée sérieuse, compte tenu notamment de l'attitude de la CFDT. Et les travailleurs n'ont pu se mobiliser que dans une bataille défensive (pour ne pas perdre dans l'opération des acquis de luttes antérieures) demeurée d'ailleurs dispersée et limitée; non dans une bataille plus offensive, pour une réduction réelle, sérieuse, s'accompagnant de créations d'emplois.

## LES CONTRATS DE SOLIDARITÉ

Faits pour inciter, par des aides, les entreprises à aller plus loin, ils sont jusqu'ici créateurs de très peu d'emplois, leur application principale étant la compensation par des embauches de départs en retraite anticipée (ce qui bien entendu n'est pas négatif mais n'est pas créateur d'emplois).

Il faut noter à ce sujet que les aides récemment octroyées aux entreprises, et qui sont assez considérables (taxe professionnelle) l'ont été sans condition : quoiqu'il prétende, le patronat les utilisera donc à améliorer la sacro-sainte compétitivité au détriment de l'emploi.

Pour ce qui concerne les jeunes, et sous réserve de dispositions nouvelles dans le cadre de la formation professionnelle, les mesures du gouvernement Mauroy ont simplement prolongé les précédentes : les contrats emploi-formation ne se différencient guère des stages Barre.

## LA RELANCE

Pour les autres moyens prévus, et qui sont essentiellement la relance de la production, les signes de reprise,

d'ailleurs très relatifs ne permettent pas de solides espoirs. Il est d'ailleurs aujourd'hui question de « relance de la relance » et cette fois, bien plus que par le biais de la relance de la consommation (avec ce que cela suppose pour le pouvoir d'achat), on l'envisage à travers l'aide directe aux entreprises et à leurs investissements, tout en la renvoyant pour l'essentiel à la mise en œuvre de la nouvelle politique industrielle avec pour locomotive le secteur nationalisé (dont les anciens gros possédants auront touché d'énormes indemnités).

Dans ce domaine, les recommandations du ministre de l'Industrie aux nouveaux Pdg des groupes récemment nationalisés en matière de compétitivité et de critères de gestion (les mêmes qu'avant) ainsi que le non engagement du gouvernement sur les garanties d'emploi dans ce secteur sont d'une augure peu enthousiasmante, ce que confirme d'ailleurs l'attitude de la direction de Renault hier à Billancourt, aujourd'hui à Flins face aux revendications notamment des O.S.

## LES MOYENS QUI ONT MANQUÉ

Si l'on ajoute à ce tableau, le fait que le nouveau pouvoir ait renoncé à accroître les moyens pour les travailleurs de s'opposer aux licenciements (comme le recours suspensif du Comité d'entreprise, revendication défendue, à des variations près, par les partis représentés au gouvernement), on ne peut être très optimiste sur l'évolution à venir.

Dans ce domaine comme dans les autres, mais particulièrement dans ce domaine, il eut fallu, il faudrait l'intervention active, tout le poids de la masse des travailleurs pour des objectifs clairs, avec une cible précise : les

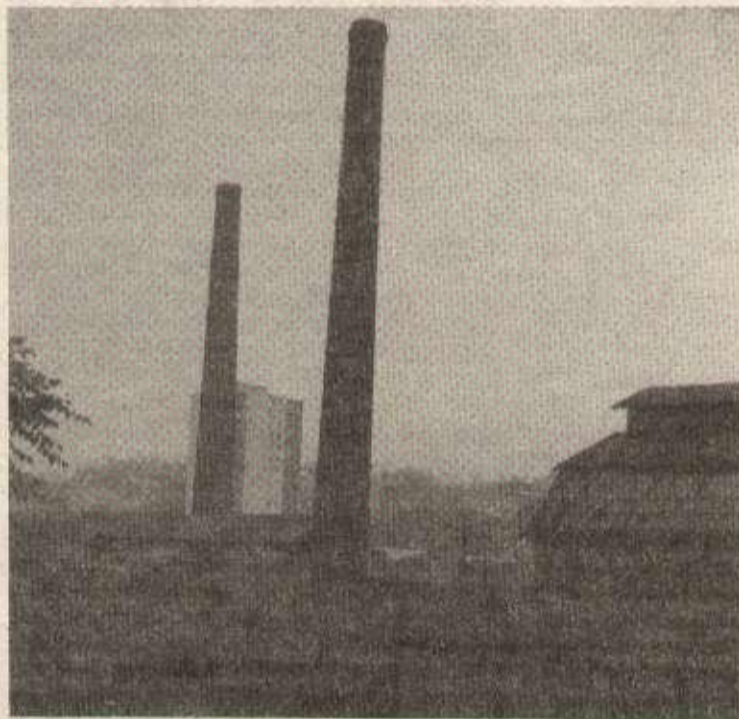
profits, la classe bourgeoise, le patronat qui s'accrochant à leurs pouvoirs, leurs privilèges, leurs comptes en banque (suisse en particulier). Car le gouvernement, si bonnes soient ses intentions, ne peut évidemment surmonter seul ces obstacles.

La voie choisie, celle du dialogue et de la concertation entre les « partenaires sociaux » a bien suscité la mobilisation de l'adversaire qui a su rapidement adapter, se réorganiser, user pour faire pression, pour défendre ses intérêts, de tous ses moyens, nombreux, essentiels et que n'avaient qu'à peine réduits la perte du gouvernement. Elle n'a pas suscité celle des travailleurs, que ne facilitait pas non plus une division syndicale profonde

comme jamais, signe d'ailleurs (s'agissant de passer aux actes du changement) de divergences très sérieuses de projets stratégiques, de société, dont (pour les uns et les autres) la mise en œuvre est à l'ordre du jour.

Pour notre part, nous sommes loin d'être sûrs que la perspective d'un changement de société, qu'aurait ouverte le 10 mai, soit si proche.

En tout cas, la division syndicale pèse lourd sur ce que les travailleurs peuvent espérer tirer de la situation nouvelle. Leur intervention, là aussi, est nécessaire, et elle se manifeste comme on l'a vu à Flins où leur pression a été déterminante pour que se manifeste un minimum d'unité syndicale.



# RASSEMBLER LES FORCES POPULAIRES

Le 1er Mai 82 est tout naturellement une journée de bilan pour l'ensemble des travailleurs : où en est-on après un an de gouvernement de gauche?

Des mesures positives ont été prises dans un premier temps il est vrai. Mais d'un autre côté, existent beaucoup de pesanteurs, d'indices négatifs, d'hésitations et de concessions troublantes. On ne peut se cacher les yeux.

Les nationalisations vont coûter fort cher aux travailleurs, alors que quelques gros capitalistes vont recevoir un pactole; et si l'on croit les « ordres de mission » assignés par le gouvernement, elles ont pour règles : compétitivité et concurrence, maintien de l'exploitation du Tiers Monde et restructuration sur le dos des travailleurs. La décentralisation, telle qu'elle a été menée jusqu'à ce jour, avec le scrutin majoritaire des cantonales, renforce les capacités institutionnelles et économiques de la droite pour quelques années. La diminution du temps de travail sans perte d'acquis devient un vague objectif pour « concertation syndicale avec le patronat », le gouvernement s'interdisant toute avancée pour les deux années à venir! Et surtout, chacun le reconnaît, les travailleurs n'ont guère vu de changement dans leurs conditions de vie et de travail : le chômage n'a pas baissé, le pouvoir d'achat est amputé malgré le relèvement initial du SMIC et des prestations sociales, les retraites sont avancées mais comment seront-elles payées? Et pèsent toujours sur les travailleurs immigrés bien des incertitudes quant à leurs droits et les mêmes risques d'expulsion.

La même logique industrielle et commerciale de concurrence dans le marché mondial, de productivité, de rentabilité et de restructuration produit les mêmes effets contre les travailleurs : bas salaires, chômage, incertitude de l'emploi pour les jeunes notamment, division entre eux. Et ceux qui osent parler de « corporatismes » sont-ils allés voir de près quels sont les besoins les plus urgents et les plus légitimes de plusieurs millions de chômeurs et de smicards?

Les résultats des cantonales ont reflété les inquiétudes et la déception de beaucoup, dans les rangs ouvriers et populaires. Mais le gouvernement en a-t-il tiré les bonnes leçons? A observer ses

mesures les plus récentes, les « cadeaux » faits au patronat, l'abandon de l'objectif de diminution du temps de travail, les reculs et hésitations par rapport à la loi Peyrefitte, on ne peut pas dire qu'il a tiré de bonnes leçons en faveur de la classe ouvrière et du peuple. Et quand Gattaz reprend à son compte : « Les mesures Mauroy vont dans le bon sens, sont de bon sens », il y a de quoi être inquiet. Ce bon sens-là est à l'inverse du nôtre.

Multiplier des concessions au patronat et aux forces de droite, en espérant que de toutes façons les forces populaires suivront, est une mauvaise politique. C'est une politique social-démocrate qui démobilise et paralyse les travailleurs. Et si le gouvernement surestimait nos trésors de patience et de compréhension? Après l'attentisme bienveillant, pointent à l'horizon de lourdes inquiétudes.

Il y a avant tout l'inquiétude face à la droite qui, forte de ses positions et de ses succès, regagne du terrain et de la hardiesse pour repartir à l'assaut; il y a l'inquiétude face au patronat qui sort ragailardi et plus arrogant encore de chez Mauroy.

Ce 1er Mai reflète la division des partis et des syndicats à gauche; ce n'est pas la première fois, il est vrai. Mais en ce moment où la mobilisation, où un sursaut des forces ouvrières et populaires sont de mise, chaque division, chaque hésitation est un atout donné aux forces du grand capital pour avancer contre nous. Certes, on ne fait pas l'unité sur n'importe quoi, ni n'importe comment; Certes, elle se réalise sur les revendications de classe des travailleurs et non par l'appel à des accommodements avec les capitalistes. Des points de vue différents, des divergences existent dans les rangs ouvriers et populaires; il est juste que chacune des forces les exprime. Pour autant, contre les forces du capital, le rassemblement de toutes les forces populaires est d'une urgente nécessité. Pour notre part, nous y contribuerons de toutes nos forces sur la base des propositions politiques et sociales publiées ci-après.

Le Secrétariat politique du PCML  
le 19 avril 1982

# Une politique de rapprochement avec le Tiers Monde : ombres et lumières

Pour la relance du dialogue avec le Tiers Monde, pour un soutien aux peuples en lutte contre la domination étrangère, pour une Europe unie dans ses relations conflictuelles avec les deux superpuissances : telles sont les grandes tendances de la politique étrangère du gouvernement français, caractérisées par la volonté de se situer de manière originale dans les relations Est-Ouest et Nord-Sud.

Une politique positive à bien des égards, comme en témoignent les positions françaises sur le désarmement des deux superpuissances, ce qui passe prioritairement par le démantèlement des SS20 soviétiques, ou le discours de Cancun sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Perçue comme progressiste et anti-impérialiste, l'arrivée de la gauche au pouvoir en France a été accueillie avec enthousiasme par de nombreux peuples et pays du Tiers Monde, y compris des pays situés dans la mouvance soviétique. Une image de marque que le précédent gouvernement giscardien, jugé atlantiste et antipopulaire, ne pouvait espérer acquérir. Ainsi, un des pays d'Europe parmi les plus influents, possède-t-il un atout formidable lui permettant de jouer un rôle actif en faveur du non-alignement du Tiers Monde face aux deux superpuissances. La France de Mitterrand saura-t-elle gagner d'autres pays européens à son objectif de rapprochement entre l'Europe et le Tiers Monde, que la Chine populaire appelle de tous ses vœux depuis tant d'années, l'avenir nous le dira. Il n'empêche que cette action est une démarche favorable à la défense de la paix mondiale, tant compromise par les activités des deux superpuissances pour préserver et/ou étendre leur sphère de domination.

Mais il y a, dans la politique française, des ombres au tableau. Des ombres qu'il est indispensable d'effacer si le gouvernement veut conserver son prestige dans le Tiers Monde et mener à bien sa politique d'ensemble.

Il s'agit en particulier de l'attitude à 100% négative adoptée dans les sphères d'influence coloniales et néo-coloniales de la France, c'est-à-dire là où les intérêts impérialistes de notre pays sont en jeu.

Face aux revendications d'indépendance des colonies, aucune grande politique n'est mise en œuvre, comme si le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'était valable que pour les colonies des autres pays impérialistes.

Même « changement dans la continuité » vis-à-vis des pays économiquement dominés par la France depuis leur indépendance, en particulier l'Afrique sub-saharienne. Les régimes en place y sont toujours soutenus à bout de bras par la France; les bases militaires françaises y sont toujours entretenues, quand ce n'est pas réactivées comme au Sénégal. Et surtout, *last but not least*, les multinationales françaises y continuent leur fructueux labeur, selon les mêmes critères de rentabilité maximum.

En effet, il ne suffit pas de faire de grands discours sur une aide en faveur du « développement auto-centré » du Tiers Monde. Le plan intérimaire ne suggère-t-il pas la « promotion des exportations ». Comme l'indique un document du ministère de la Coopération et du Développement : « Ici aussi, des études prospectives pourront aider nos exportations à reconnaître le potentiel des différents secteurs et pays. L'utilisation de notre aide publique pour faciliter l'implantation de nos industries sur certains marchés apparaît à cet égard entièrement légitime. »

Un exemple édifiant : la France s'est associée avec plusieurs pays occidentaux au projet de barrage sur le fleuve Sénégal, projet rentable pour les entreprises occidentales mais qui se soldera par l'élimination progressive de plusieurs centaines de milliers de paysans sénégalais, mauritaniens et maliens. Quand J.P. Cot déclare : « Il faut que la politique d'aide au Tiers Monde ait des retombées pour la France. », on aimerait qu'il nous explique dans ce cas précis la différence entre aide et pillage.

Voilà les obstacles, et ils sont de taille, à une réelle politique d'alliance avec le Tiers Monde.

Claude LIRIA

## NATIONALISATIONS Qu'est ce que ça change pour le Tiers Monde

Les nationalisations sont un des piliers de la nouvelle politique économique du gouvernement, conçues comme un « outil indispensable à la fois pour restructurer l'industrie française, définir une nouvelle stratégie et une planification démocratique au service du pouvoir des travailleurs. »

Mais n'oublions pas que ces nationalisations concernent toutes des entreprises multinationales, très actives dans le Tiers Monde. La question est alors la suivante : quels changements les travailleurs du Tiers Monde sont-ils en droit d'attendre de ces nationalisations ? Quels changements pour leurs salaires, leurs conditions de travail et leurs droits syndicaux dans l'entreprise ? Quels changements encore dans la stratégie économique, fondée sur le pillage et l'exploitation des peuples du Tiers Monde ?

Nos craintes sont grandes quand on sait que M. Mauroy déclarait : « Les sociétés publiques bénéficieront de leur pleine responsabilité; d'entreprises appelées à intervenir de leur propre initiative sur le plan national comme sur le plan international; quand on sait que Renault, dont l'ancien Pdg est l'actuel ministre de l'In-

dustrie, est présenté comme le modèle d'entreprise publique. Allez donc demander aux ouvriers argentins de Renault Buenos-Aires ce qu'ils en pensent...

Nous rappelons simplement qu'en 1975, la réponse à une grève dans les filiales colombiennes de Renault fut : REPRESSION, militarisation des usines, interdiction du syndicat de base, emprisonnement des syndicalistes et licenciements massifs. Même chose en 1977 lors de la grève à Renault de Cordoba en Argentine. (cf. le numéro 2 de *Tricontinental* sur l'Amérique latine, pages 172-173).

Rien ne permet de dire que, dans les nouvelles sociétés nationalisées, cela ne continuera pas comme avant. A moins que les syndicats français, présents dorénavant dans les conseils d'administration des groupes nationalisés, ne mettent tout leur poids dans la balance en faveur des travailleurs, qu'ils soient en France ou à l'étranger, pour l'égalité des droits. Quant à leur participation à la gestion des entreprises, les syndicats sauront-ils la mettre à profit pour dénoncer la logique impérialiste qui guide notre économie, sauront-ils par

exemple dénoncer les investissements dans un pays comme l'Afrique du Sud ? Ou, au contraire, joueront-ils la carte de la performance économique ?

Parlant des nationalisations lors du forum anti-impérialiste organisé à Paris le 13 mars, le représentant du Cedetim (centre d'études anti-impérialistes) déclarait : « Le débat sur les nationalisations est exemplaire de ce point de vue : le niveau d'indemnisation des actionnaires a dominé le débat public sans que soit abordé la question du rôle des multinationales françaises (PUK, CGE, Thomson, Renault) dans leurs rapports avec les peuples du Tiers Monde, notamment africains. »

« A quoi cela sert-il de "nationaliser" une entreprise si les prélèvements impérialistes qu'elle réalise se perpétuent dans les mêmes termes et que la différence formelle se situe au niveau de l'appropriation du profit : privé avant, public après ? Quels enseignements tire-t-on de la pratique de Renault, de Elf-Aquitaine, de la BNP, du Crédit Lyonnais... depuis 20 ans en Afrique et dans tous les pays dominés ? »

« Il faudra bien discuter en France, et largement, de ce que Mongo Béti appelle dans un récent article de *Tumulte*, le « national-tiersmondisme », c'est-à-dire de la poursuite de la logique impérialiste à l'extérieur pour assurer le consensus intérieur autour d'avantages sociaux et d'une plus large redistribution des profits nés de l'impérialisme. »

## AFGHANISTAN

C'est avec une grande fermeté que le gouvernement français a toujours dénoncé l'occupation soviétique de l'Afghanistan et nulle rencontre du genre « poignée de main Brejnev-Giscard à Varsovie » n'est encore venue l'infirmer.

Mieux, à la fin du mois de mars, une délégation, composée des représentants de cinq fronts de la résistance intérieure afghane, a été reçue au ministère des Relations extérieures et à l'Hôtel Matignon. Le contraste avec le précédent gouvernement mérite d'être souligné. Il s'agit là d'initiatives positives qui marquent une étape vers la reconnaissance officielle de la résistance afghane. Au cours d'une

conférence de presse, la délégation afghane a ainsi résumé son entretien au Quai d'Orsay : « Le représentant français a tenu à nous assurer avec beaucoup de fermeté du soutien apporté par le gouvernement français à la cause de la résistance du peuple afghan, cause qui ne pouvait aboutir qu'à l'indépendance de l'Afghanistan, but auquel la France reste attachée. »

Toutefois, il importe de rappeler que la résistance afghane n'a pas seulement besoin de soutien diplomatique, mais aussi d'un soutien matériel, pour s'opposer efficacement à l'armée soviétique et libérer son pays.

## CAMBODGE/VIETNAM

Début mars, le voyage de Régis Debray, conseiller du président de la République, à Hanoï, amorçait la reprise du dialogue avec le Vietnam, interrompu après l'invasion du Cambodge par 200 000 soldats vietnamiens. Cela devait aboutir à l'octroi d'une aide de 200 millions de francs au Vietnam et à l'invitation officielle du ministre des Affaires étrangères vietnamien à Paris.

L'argument qui sous-tend cette nouvelle politique est le suivant :

pour aider le Vietnam à sortir de l'orbite soviétique, il faut le sortir de son isolement diplomatique et lui fournir les aides que seul Moscou lui accorde jusqu'à présent. Objectif louable, certes, mais qui dans ce cas précis, risque fort de se solder par un échec. D'abord parce que, à la différence de pays comme le Nicaragua, le Mozambique ou même l'Angola qui ont manifesté une volonté d'indépendance vis-à-vis

Suite page 7

Suite de la page 6

de Moscou, les dirigeants de Hanoï ont, quant à eux, réaffirmé publiquement et péremptoirement leur alignement sur l'URSS. En témoigne le récent congrès du parti au pouvoir : « *Solidarité et coopération dans tous les domaines avec l'Union soviétique, telle est la pierre angulaire de la politique extérieure de notre parti et de notre Etat. (...) Se lier étroitement et coopérer avec l'URSS constitue pour nous un principe, une stratégie, et en même temps un sentiment révolutionnaire.* » Voilà qui met un terme aux illusions sur de supposées « contradictions et divergences » entre Moscou et Hanoï.

Qu'il y ait des contradictions sur le partage du gâteau cambodgien, c'est possible. Mais chacun sait que l'aide soviétique au Vietnam est une absolue nécessité pour que ce pays puisse maintenir son occupation du Cambodge. Car voilà le nœud du problème : l'occupation depuis trois ans et demi du Cambodge, et l'annexion silencieuse du Laos. Pour cette raison, l'aide française au Vietnam ne peut être légitime, elle ne servira qu'à aider le Vietnam à perpétuer son occupation. Là aussi, la différence avec le Nicaragua, l'Angola et le Mozambique, pays menacés par de puissants voisins (USA et Afrique du Sud) est de taille. Le Vietnam n'est pas victime ni menacé d'agression. Il est l'agresseur.

Dans son numéro d'avril, le bulletin du Mouvement Solidarité Cambodge se faisait l'écho des inquiétudes des pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique devant les premiers pas de la diplomatie française : « *Les pays de l'ASEAN verraient d'un très mauvais œil la normalisation des rapports entre la France et le Vietnam, s'il s'avérait que leurs intérêts se trouvaient lésés à court ou à long terme. En clair, s'il s'avérait que l'entreprise française en vienne à légitimer ou simplement à aider la présence vietnamienne au Cambodge. Car cette présence constitue une menace actuelle et à long terme pour ces pays.* »

## MOYEN-ORIENT

Au vu des résultats, la politique française à l'égard d'Israël et du problème palestinien, concrétisée par la visite de Mitterrand en Israël, apparaît négative.

Tout en condamnant l'annexion du Golan syrien par Israël, le gouvernement français s'est abstenu lors des votes de l'ONU contre cette annexion. Survenant juste après cette annexion, la visite de Mitterrand a servi de caution à l'Etat d'Israël, le sortant d'un isolement diplomatique compromettant.

Certes, dans son discours à la Knesset, Mitterrand a affirmé courageusement le droit des Palestiniens à une patrie et la nécessaire présence de l'OLP comme représentant des Palestiniens dans une négociation. Mais l'on sait avec quelle mauvaise foi et quelle violence le dirigeant israélien Bégin a répondu : « Non, non et non » à ces propositions de bon sens.

Sans parler des événements tragiques qui ont suivi cette visite et qui démontrent assez l'obstination meurtrière de l'Etat d'Israël contre les peuples arabes : blocus du Golan pour tenter de briser la grève des Druzes qui refusent l'identité israélienne, dissolution des conseils municipaux

palestiniens dans les territoires occupés, répression militaire des manifestations de protestation dans la bande de Gaza se soldant par une quinzaine de morts, des jeunes de moins de 18 ans pour la plupart, et de nouveau les bombardements de camps palestiniens au Liban.

Dans une interview à notre journal, début mars, le président de l'Association de Solidarité franco-arabe, Lucien Bitterlin, exprimait son scepticisme quant aux résultats à attendre de la visite de Mitterrand en Israël : « *Dans un premier temps, nous étions très sévères pour cette visite du président de la République française qui allait apporter une espèce de caution de la France en Israël, notamment après l'annexion du Golan. (...) Nous considérons que ce n'était pas l'intérêt de la France, l'intérêt de la paix, l'intérêt des Palestiniens, des relations entre la France et le monde arabe, que la France cautionne Israël en ce moment. Ceci dit, le président de la République avait pris des engagements, c'est un président élu, c'est le président des Français; il estime qu'il peut jouer un rôle pour la paix; nous attendons de voir, nous sommes très sceptiques.* »

## AFRIQUE DU SUD

Fixée par Mitterrand lui-même, la nouvelle politique française à l'égard du dernier bastion de l'apartheid devait s'articuler sur deux volets : d'une part, l'aide aux pays de « la ligne de front », voisins de l'Afrique du Sud, et aux mouvements de libération, d'autre part l'arrêt de toute aide économique à l'Afrique du Sud.

En ce qui concerne le premier volet, plusieurs mesures positives ont été prises : contacts multipliés entre la France et l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe, la Tanzanie; ouverture à Paris de bureaux d'information des mouvements de libération, SWAPO (pour la Namibie) et ANC (pour l'Afrique du Sud); contrats économiques « de type nouveau », en particulier avec le Mozambique; travail de

persuasion au sein du « groupe de contact » rassemblant plusieurs pays occidentaux, pour hâter la solution du problème de la Namibie, toujours occupée par l'Afrique du Sud.

En ce qui concerne le deuxième volet, à part l'embargo total sur la livraison d'armes à l'Afrique du Sud, le changement c'est plutôt la continuité ! Tous les contrats économiques signés du temps de Giscard sont assurés, y compris la livraison d'hexafluorure d'uranium pour la centrale nucléaire de Kœberg. 165 sociétés françaises, parmi lesquelles de nombreuses nationalisées, opèrent toujours en Afrique du Sud et les ouvriers noirs de ces entreprises y subissent comme ailleurs une discrimination raciale éhontée, sans parler de leurs droits

syndicaux bafoués.

Dans son appel au IVe Congrès, le Mouvement anti-apartheid a ainsi manifesté son inquiétude : « *Le mouvement anti-apartheid ne sous-estime pas l'action entreprise par le gouvernement français, particulièrement l'orientation nouvelle et active donnée à la diplomatie française en ce qui concerne le règlement de la question namibienne. Mais il ne peut taire pour autant son inquiétude devant l'absence, jusqu'à nouvel ordre, de toute mesure concrète tendant à l'isolement du régime criminel d'apartheid, et ce dans tous les domaines.* »

(...) *La politique du gouvernement français en matière de relations avec l'Afrique du Sud demeure pour le moment en deçà des positions adoptées par les principales composantes de la majorité parlementaire sur lesquelles il s'appuie, notamment de celles proclamées par le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin. Nous appelons donc solennellement et instamment le gouvernement français à définir, proclamer et appliquer sans tarder une politique nouvelle allant dans le sens de l'isolement nucléaire, économique, culturel, sportif et autre du régime sud-africain.* »

## ERYTHREE

Confrontée à la sixième offensive éthiopienne soutenue par Moscou, la résistance du peuple érythréen se poursuit de plus belle. Bien qu'ayant sévèrement critiqué la visite de M. Cheysson dans la capitale érythréenne, Asmara, le représentant en France du Front populaire de libération de l'Erythrée, Nafi Kurdi, a néanmoins porté un jugement positif sur la politique française, au cours d'une conférence de presse tenue le 31 mars :

« *La France a toujours été une terre d'asile. Aujourd'hui, sous la magistrature du président François Mitterrand, elle est en train de devenir un pôle d'attraction pour certains pays du Tiers Monde et un bastion pour d'autres peuples opprimés qui menent, les armes à la main, des résistances légitimes et populaires. L'ouverture officielle à Paris des bureaux d'information du Salvador, de la Namibie*

et celui de l'Erythrée en sont une éloquente illustration.

« *Nous exprimons ici la gratitude du peuple érythréen et de sa révolution au Parti socialiste et à toutes les formations démocratiques politiques et syndicales qui, à un moment crucial pour notre peuple, ont réaffirmé leur soutien à l'autodétermination de notre peuple et ont dénoncé ses agresseurs, honorant ainsi leurs engagements et concrétisant leur solidarité.* »

« *Nous appelons la France à jouer le rôle efficace que lui confère son influence morale dans notre région et les amitiés des peuples de la Corne de l'Afrique à contribuer grandement à en finir avec la guerre et ses atrocités qui sont les lots quotidiens des peuples somaliens, éthiopiens et érythréens.* »

## SALVADOR, NICARAGUA

Au mois d'août 1981, le président Mitterrand, en visite au Mexique, signait la déclaration commune franco-mexicaine, reconnaissant la lutte de libération du peuple salvadorien. Quelques mois plus tard, un accord d'armement était signé avec le Nicaragua, alors en butte aux pressions américaines.

Au mois de mars, dans une interview accordée à notre journal, le représentant en France du Front de libération du Salvador se félicitait en ces termes de la politique française en Amérique centrale :

« *Le problème, c'est que nous sommes des petits pays, des pays avec une dépendance économique qui date de plusieurs siècles. Pour vivre, pour nous nourrir, nous devons exporter*

vers les pays riches. C'est dans ces conditions que je crois que la diplomatie française peut jouer un grand rôle. Il y a un vide naturel.

« *L'orientation du gouvernement socialiste de Mitterrand, et même de la social-démocratie européenne, peut jouer un rôle important. Prenons le Nicaragua par exemple. En ce moment, la France lui envoie des armes pour se défendre, elle lui envoie un cadeau de 12 500 tonnes de blé, elle signe des investissements pour la technologie, l'industrie. Ça, c'est très important, car ainsi ce petit pays pourra conserver son indépendance.* »

« *Mais, si on est seul? Pour se défendre, il faudra chercher les armes ailleurs...* »

## COMORES

Situé entre Madagascar et l'Afrique, l'archipel des Comores vit une double situation de dépendance à l'égard de la France : une partie, aujourd'hui gouvernée par Abdallah, a accédé à l'indépendance le 6 juillet 1975 mais reste économiquement sous la coupe française, tandis que l'île de Maore (Mayotte) est toujours colonie française.

Dans un tract diffusé au mois de mars, l'Association des étudiants et stagiaires des Comores rappelait l'espoir déçu qui animait les Comoriens après le 10 mai : « *Qui d'entre nous n'a pas été réjoui lorsque Mitterrand candidat déclarait qu'il suspendrait toute relation avec le gouvernement Abdallah tant qu'il y aurait la présence des mercenaires sur le sol comorien. Il a aussi promis que l'île de Mayotte serait rendue à l'ensemble comorien. Mais au fur et à mesure que les mois passent, nous constatons avec beaucoup de déception qu'aucun*

pas n'a été accompli pour donner un contenu à ces paroles.

Lors du vote à l'ONU pour la réintégration de Mayotte à l'archipel, le représentant français s'est abstenu, arguant qu'il s'agissait d'une affaire interne à la France.

Depuis le 10 mai, Mitterrand a reçu deux fois Abdallah et la France assure toujours 91% du budget comorien. Le 8 avril, dans un communiqué, le comité « Demokrasî Mpiya », représentant en France du Front démocratique (dont les candidats aux récentes élections législatives ont obtenu entre 10 et 20% des voix) dénonçait le déroulement de manœuvres militaires françaises à Mayotte, du 5 au 8 avril : « *Cet exercice militaire sur une partie du territoire national comorien constitue une négation des engagements du candidat François Mitterrand, une renonciation des positions du Parti socialiste français et une violation des décisions de l'ONU, OUA et non-alignés.* »



# LUTTER POUR DE REELS CHANGEMENTS

## DU TRAVAIL POUR TOUS

**SUSPENSION DES LICENCIEMENTS EN COURS**  
Créer des emplois ne suffit pas pour remettre en cause les deux millions de chômeurs. Il faut défendre les emplois qui existent, s'opposer aux fermetures d'usines, aux licenciements auxquels le patronat procède pour développer ses profits. Le gouvernement doit décider de suspendre les licenciements en cours.

**RECOURS SUSPENSIF DES C.E. POUR TOUT CE QUI CONCERNE L'EMPLOI**  
Les Comités d'entreprise doivent disposer d'un recours suspensif pour tout ce qui concerne l'emploi : modification des effectifs, restructurations, introduction de nouvelles techniques.

**EMBAUCHE DES INTERIMAIRES ET DES TRAVAILLEURS A STATUT PRECAIRE**  
Ces dernières années, le patronat a multiplié le recours à l'intérim et les statuts précaires, multipliant les facteurs de division entre les travailleurs. Donner quelques garanties aux intérimaires, comme vient de le faire le gouvernement, ne suffit pas. Il faut embaucher les intérimaires et accorder le même statut à tous les travailleurs d'une même entreprise.

**DROIT A L'EMPLOI POUR LES JEUNES**  
Les jeunes embauchés provisoirement dans le cadre du « Plan avenir jeunes » doivent être embauchés définitivement dans les entreprises qui ont profité des aides du gouvernement. A leur sortie de l'école, tous les jeunes doivent avoir droit à un emploi.



**RÉGULARISATION DE TOUS LES IMMIGRÉS**  
Le gouvernement n'a régularisé qu'une petite partie des travailleurs immigrés sans papiers. Les autres sont à la merci d'une expulsion. Il faut régulariser la situation de tous les immigrés.

**ÉGALITÉ RÉELLE DES DROITS POUR LES FEMMES, LES JEUNES, LES IMMIGRÉS**  
Si certains parlent d'égalité des droits et des salaires, c'est loin d'être le cas dans la réalité.

**AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES CHOMEURS**  
Plus d'un tiers des chômeurs n'a le droit, encore aujourd'hui, à aucune indemnité. Les indemnités restent, par ailleurs, très faibles pour le plus grand nombre.

## NATIONALISATIONS

Les nationalisations doivent s'accompagner de réels droits et garanties pour les travailleurs. Dans les prochains mois, le gouvernement va présenter un projet de loi sur la « démocratisation du secteur public ». Il doit être l'occasion d'avancées pour les travailleurs de ces entreprises.

**STATUT POUR TOUS LES TRAVAILLEURS**  
Tous les travailleurs des entreprises nationalisées (les nouvelles comme les anciennes) doivent être garantis par un statut sur la base des acquis des statuts existants. Ce statut doit s'appliquer à tous les travailleurs.

**GARANTIE DE L'EMPLOI**  
Ce statut doit garantir l'emploi. Les restructurations du secteur public que prépare le gouvernement

ne sauraient se faire sur le dos des travailleurs.  
**MEME STATUT DANS LES FILIALES**  
Les travailleurs des nombreuses filiales des entreprises nationalisées, en France comme à l'étranger, doivent bénéficier du même statut et des mêmes droits que les travailleurs des maisons-mères.

**SOUTIEN AUX REVENDICATIONS DU TIERS MONDE**  
Les entreprises nationalisées sont les principales multinationales françaises, les fers de lance de l'impérialisme français, implantées dans de nombreux pays du Tiers Monde. Ces pays ont des revendications contre le pillage, l'exploitation dont ils sont victimes de la part des entreprises françaises, pour aller dans le sens d'un nouvel ordre économique international.

## CONQUERIR DES DROITS

Les projets de loi présentés par le gouvernement apportent quelques améliorations. Mais ils restent bien timorés. Il faut conquérir de réels droits pour les travailleurs et les organisations syndicales :

**CRÉDIT D'HEURES SYNDICAL MINIMUM DE 12 HEURES PAR AN**  
Pour l'ensemble des travailleurs, dans toutes les entreprises.

**PROTECTION RÉELLE DES RESPONSABLES SYNDICAUX**  
Les lois sur les droits des militants syndicaux et représentants du personnel restent trop souvent bafouées.

**RECOURS SUSPENSIF DES C.E. SUR L'EMPLOI**  
**ABROGATION DE TOUTES LES RESTRICTIONS AU DROIT DE GREVE**  
Ces dernières années, la droite avait imposé de nombreuses restrictions au droit de grève. Toute doit être annulée.

**DROIT DES TRAVAILLEURS DE S'ORGANISER EN CONSEILS D'ATELIER**  
Dans toutes les entreprises, nationalisées ou non, grandes comme petites, les travailleurs doivent avoir le droit de s'organiser en conseils d'atelier, de service. Ces conseils doivent disposer de réels pouvoirs de contrôle dans tous les domaines.

## S'ATTAQUER AUX PROFITS

Alors qu'il y a plus de deux millions de chômeurs, que les licenciements se poursuivent, que le pouvoir d'achat baisse, que les patrons viennent pleurnicher sur leur sort pour obtenir des aides du gouvernement, les profits capitalistes augmentent régulièrement. Le système capitaliste dans lequel nous vivons est régi par la recherche du profit maximum tant sur le dos des travailleurs en France que des peuples du Tiers Monde, par la course à la rentabilité, la conquête des marchés et non par la satisfaction des besoins de la population ou le plein-emploi.

Pour des changements favorables aux travailleurs, il faut aller dans le sens de la mise en cause de la recherche et de l'appropriation des profits maximum par les capitalistes, il faut S'ATTAQUER AUX PROFITS.

Pour ce faire, il est indispensable que la classe ouvrière, que les travailleurs jouent un rôle actif, un rôle moteur, qu'ils interviennent par leurs mobilisations, leurs actions, leurs luttes. Les forces du capital sont fermement décidées à défendre leurs intérêts, leur domination, leurs profits. Elles multiplient les pressions pour que le gouvernement recule devant elles, pour que rien ne change vraiment. Si les travailleurs n'agissent pas, les forces du capital, elles, agissent. Si les travailleurs ne s'organisent pas, les forces du capital, elles, s'organisent.

La mise en œuvre de réels changements passe par le développement de l'organisation, de la syndicalisation, de la mobilisation. Elle passe par l'unité d'action sur des bases claires, la solidarité ouvrière et populaire avec et autour de ceux qui se battent.

Elle nécessite que les travailleurs prennent leurs affaires en mains, défendent leurs propres revendications et exigences, qu'ils prennent la parole.

## CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

La France continue à être un pays impérialiste : un pays qui a des colonies (les soi-disants départements et territoires d'outre-mer), qui exploite et pille le Tiers Monde, ses richesses matérielles et humaines, qui profite de l'échange inégal. Il n'y a pas d'avancées réelles possibles pour les travailleurs dans notre pays sans remettre en cause le caractère impérialiste de la France.

**DROIT A L'INDÉPENDANCE DES DOM-TOM**  
Soutien aux luttes populaires et démocratiques des peuples des DOM-TOM contre le colonialisme français.

**SATISFACTION DES REVENDICATIONS DES PAYS DU TIERS MONDE**  
Pour payer les matières premières aux prix revendiqués par les pays producteurs, pour des relations commerciales équilibrées avec eux (la France a aujourd'hui un excédent considérable avec le Tiers Monde), pour répondre aux besoins formulés par les pays concernés, notamment par rapport aux multinationales françaises.

**SOUTIEN DE LA LUTTE DU TIERS MONDE POUR UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL**  
Dans les conférences internationales, à l'ONU, dans le « dialogue Nord-Sud ».



## DEFENDRE LE POUVOIR D'ACHAT

**SMIC A 3 900 FRANCS**  
Au 1<sup>er</sup> juillet 81, les confédérations CGT et CFDT revendiquaient le SMIC à 3 600 francs. Malgré quelques augmentations depuis, on en reste loin aujourd'hui, d'autant qu'avec la hausse des prix, le SMIC devrait être porté à 3 900 francs.

**SUPPRESSION DU 1% SÉCURITÉ SOCIALE**  
La cotisation supplémentaire de 1% sur la Sécurité sociale est venue aggraver la baisse du pouvoir d'achat qui se poursuit si l'on tient compte de la hausse réelle des prix.

**MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT POUR TOUS, PROGRESSION POUR LES BAS ET MOYENS SALAIRES**  
Pour ce faire, il faut mettre au point un nouvel indice des prix, réellement représentatif de la hausse, l'indice INSEE restant aussi truqué qu'avant le 10 mai.

**BAISSE DE LA T.V.A. ET BLOCAGE DES PRIX DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION**  
Ce sont les produits alimentaires qui augmentent le plus vite, alors que le pouvoir d'achat des paysans diminue. Il faut assurer un réel blocage des prix de ces produits et une baisse des taux de TVA.



**ABAISSEMENT DU COUT DU CRÉDIT A LA CONSOMMATION**  
La hausse des taux d'intérêt, orchestrée par Reagan, vient pénaliser les familles populaires qui doivent avoir recours au crédit.

## SOUTIEN AUX PETITS ET MOYENS PAYSANS

Depuis 8 ans, le pouvoir d'achat des paysans diminue. Nombreux sont ceux qui sont réduits à la faillite et contraints de quitter la terre. L'exode rural se développe. Il faut stopper cela.

**MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT**  
Les petits et moyens paysans doivent bénéficier d'un réel maintien de leur pouvoir d'achat, d'un revenu minimum garanti.

**METTRE EN CAUSE LA SPÉCULATION FONCIÈRE**  
La spéculation foncière aggrave la situation de la paysannerie. Il faut que le droit au travail prime sur le droit de propriété.

**AIDE RÉELLE A L'INSTALLATION DES JEUNES**  
Les jeunes qui s'installent doivent pouvoir disposer de tous les équipements nécessaires. Les aides doivent être proportionnées.

**ÉGALITÉ DES DROITS DES OUVRIERS AGRICOLES**  
Les ouvriers agricoles doivent disposer de l'égalité des droits avec ceux des usines.



**Parti Communiste  
Marxiste-Léniniste**  
BP 70 94220 CHARENTON



# AGIR POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT

SS20, bombes à neutrons, Pershing : les peuples d'Europe sont les premiers concernés — et visés — par le gigantesque arsenal militaire accumulé sur notre continent par les deux superpuissances, américaine et soviétique.

- Démantèlement des SS20 soviétiques.
- Non installation des Pershing américaines.
- Désarmement prioritaire, simultané et contrôlé des deux blocs.
- Dissolution des Pactes de l'OTAN et de Varsovie.
- Retrait des bases et troupes en territoire étranger.
- Maintien d'une défense indépendante française...

Voilà autant de propositions qui vont dans le sens d'une défense de la paix mondiale et du désarmement.



# AGIR POUR UNE SOLIDARITE INTERNATIONALISTE SANS FAILLE



Salvador



Pologne



Afghanistan



Afrique du Sud

Peuples d'ici et d'ailleurs, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, vos combats contre la domination étrangère et pour la démocratie sont les nôtres. Sans discrimination et sans partages.

Cela signifie un soutien moral et matériel aux peuples du Salvador, d'Afrique du Sud, de Namibie, de Palestine, d'Afghanistan, d'Erythrée, du Cambodge, de Pologne...

Cela signifie l'ouverture de bureaux officiels d'information des organisations populaires de résistance.

Cela signifie la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec l'Afrique du Sud.

Cela signifie la reconnaissance officielle de l'OLP.

Cela signifie l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire démocratique de Corée.

Cela signifie le vote des résolutions de l'ONU concernant la Namibie, Israël, l'Afrique du Sud, le Cambodge.

### 3ème semaine de grève des cantines

Depuis des années le personnel des cantines EDF, gérées par la CCAS, a une revendication précise : la titularisation en tant qu'agents statutaires.

Diverses délégations, manifestations, grèves avaient eu lieu ces dernières années pour obtenir satisfaction, mais les gouvernements de droite successifs refusèrent toute avancée dans ce sens. Des améliorations de la convention collective de ce personnel furent cependant faites progressivement pour le rapprocher du statut national. Mais d'une part cela se faisait en ponctionnant les finances de la CCAS, le fonds du 1%, c'est-à-dire le salaire indirect des agents EDF, d'autre part sur bien des points la convention restait éloignée du statut (garantie de l'emploi, retraite à 55 ans, retraites inférieures, non application de certaines circulaires, etc...).

Au lendemain du 10 mai 1981, l'espoir fut grand parmi le personnel des cantines d'avoir enfin satisfaction : le gouvernement de gauche ne pouvait pas refuser la titularisation.

A l'automne dernier, différentes actions auprès des Directions générales et du ministère de l'Industrie débouchèrent sur un accord de principe. Mais les semaines passaient, sans rien de nouveau.

En février 1982, de nouvelles actions étaient engagées. Mais, début mars, le ministère de la Solidarité bloqua en refusant le principe de l'extension d'un régime particulier de Sécurité sociale. Le gouvernement devait ensuite s'en tenir à cette position, malgré la grève du personnel.

Ainsi donc, le gouvernement de gauche a refusé, comme ses prédéces-

Suite page 12

## LETTE OUVERTE DE DETENUS POLITIQUES DE LA PRISON DE KENITRA AU MINISTRE DE LA JUSTICE DU MAROC

Monsieur le ministre,

Nous, les prisonniers politiques incarcérés depuis 1972, 74, 75, 76 et jugés à Casablanca en été 1973 et en janvier 1977, vous adressons cette lettre pour attirer votre attention sur le sort illégitime qui nous est fait depuis tant d'années.

Nous tenons d'abord à souligner que notre affaire est avant tout politique. En effet, les dossiers qui ont motivé les poursuites engagées contre nous concernent des convictions politiques, leur expression, oralement ou par écrit, et l'adoption de mesures susceptibles de créer des liens entre les personnes qui partagent ces convictions, avec leurs concitoyens et avec l'opinion publique. Tout ceci relève de la liberté d'opinion, d'expression et d'association dans le cadre d'activités politiques.

Si l'objet des poursuites avait été de juger de la légalité ou l'illégalité des formes d'exercice de ces droits fondamentaux, l'affaire aurait revêtu un autre caractère. Or, nos convictions et nos positions politiques sur des problèmes qui se posaient à notre pays ont été la principale préoccupation des responsables à toutes les étapes de la procédure. Les décisions prises dans ces conditions sont des décisions politiques à peine dissimulées par des apparences juridiques. D'autre part notre affaire a été, durant tout son déroulement, profondément conditionnée par l'atmosphère politique ambiante. Ainsi, elle a offert l'occasion d'exercer des mesures de répression et de rétorsion contre des opposants politiques, contre leurs idées et leurs prises de positions.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer : notre séjour pendant des mois dans les locaux de la police, avec toutes les tortures que nous y avons subies et qui ont coûté la vie à l'un de nos camarades et ébranlé la santé de plusieurs autres ; les violences et les pratiques humiliantes dont nous avons été l'objet durant notre détention préventive ; le dé-

roulement du simulacre de procès (janvier 1977) où les règles les plus élémentaires de la légalité ont été violées : atteintes à la publicité des audiences, au droit des accusés à exposer leurs moyens de défense, difficultés faites aux avocats dans l'exercice de leur mission... et enfin les verdicts iniques prononcés à l'issue de ce procès où tous les accusés sans exception ont été condamnés à des peines allant de 5 années de réclusion à la prison à perpétuité.

Il est difficile d'imaginer que la Cour suprême puisse avaliser des jugements qui ne font que couronner une procédure essentiellement motivée par la volonté de réprimer les opposants politiques. Son rôle est de veiller au respect de la loi à tous les moments et par toutes les instances. Nous avons donc introduit des pourvois en cassation après notre jugement. Ils ont été rejetés.

Et comme si les lourdes peines infligées n'avaient pas suffi, les autres mesures de rétorsion ont continué à être pratiquées à notre encontre, ce qui nous a obligés à leur faire face par les moyens dont nous disposons. Ceci a, de nouveau, coûté la vie à l'une de nos camarades lors de la grève de la faim que nous avons faite en novembre-décembre 77.

Nous ne sommes pas les seuls à considérer que nous sommes victimes de mesures de rétorsion et de répression politiques.

Des organisations humanitaires et des associations de juristes, nationales et internationales ont assisté à nos procès et dénoncé leurs irrégularités. Mais les autorités marocaines se sont contentées d'utiliser les moyens d'information dont elles disposent pour invectiver ces organisations.

Les mêmes organisations et d'autres encore ont dénoncé les multiples violations des conventions internationales en matière des droits de l'homme approuvées par le gouvernement marocain. Celui-ci a réagi de la même manière.

Les formations politiques démocratiques, au Maroc et à

l'étranger, ainsi que plusieurs organisations et associations syndicales, culturelles, de juristes... de même que de nombreux citoyens (qui ont signé des pétitions à ce propos) ont réclamé la libération de tous les détenus politiques et syndicaux, ainsi que le droit au retour pour tous les exilés politiques.

Du fait de notre lutte et grâce au soutien de toutes ces forces, le Parlement marocain s'est montré humain en décembre 77 pour reconnaître la nécessité de libérer tous les détenus politiques. A tout cela, les responsables marocains se sont contentés de répondre de manière tout à fait contradictoire : tantôt en niant complètement l'existence de détenus politiques au Maroc, et tantôt en entretenant des campagnes de falsification et de mystification à leur sujet. Il est nécessaire à ce sujet de rappeler que les détenus politiques en question ont exprimé, avant ou après leur incarcération, avant et pendant ou après leurs procès, des opinions diverses sur différentes questions, chacun selon son point de vue et ses convictions.

Nous estimons, en tout cas, qu'il est de notre droit, et du droit de tous les citoyens, d'exprimer tout point de vue qui nous paraît juste sur toutes les questions qui nous préoccupent, sans que cela puisse justifier une quelconque mesure de rétorsion contre nous ou contre toute opinion politique qui contredit les positions officielles.

Il nous reste à dénoncer la campagne de mystification développée par la presse officielle et officieuse qui a tenté de faire croire à l'opinion publique intérieure et étrangère que les mesu-

res limitées et partielles de libération d'un certain nombre de détenus politiques en juillet 80 avaient totalement liquidé le problème de l'emprisonnement politique. Tout ceci, au milieu d'un flot de discours sur ce qui est appelé «l'expérience démocratique» et «le respect des droits de l'homme» au Maroc ; et tant d'autres allégations démenties par les faits.

La démocratie ne peut s'accommoder de l'existence de centaines de détenus politiques, syndicaux et étudiants dont le seul tort est d'avoir exercé leur liberté d'opinion, d'expression et d'association. Or, les prisons du Maroc ont toujours été remplies de cette catégorie de prisonniers, avant et pendant la prétendue «expérience démocratique». Sans parler des aspects quotidiens de l'oppression et de la répression politique, de la misère matérielle et de la pauvreté intellectuelle où sont tenus les plus larges secteurs de notre peuple.

C'est dans ce cadre, et en dénonçant l'illégitimité de notre mise en détention, que nous observons une grève de la faim durant la période du 26 avril au 3 mai 1982, pour réclamer notre libération.

Nous considérons que notre attachement à notre liberté et notre lutte pour la recouvrer s'inscrit dans le combat du peuple marocain et de ses forces démocratiques pour l'instauration d'une démocratie réelle qui suppose — entre autres mesures — la libération de tous les prisonniers politiques, le droit pour tous les exilés politiques de revenir dans leur patrie et l'annulation de toutes les mesures arbitraires et répressives dirigées contre les militants politiques et syndicaux.

### LE MRAP, L'INSÉCURITÉ ET L'IMMIGRATION

Alors que le gouvernement examine l'abrogation de la loi dite «Sécurité et liberté», le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) tient à exprimer ses préoccupations.

Devant les propos récents du ministre de l'Intérieur sur la délinquance et l'immigration, les contrôles d'identité, les expulsions futures, le MRAP rappelle qu'il a toujours dénoncé, sous l'ancien pouvoir, les pratiques qui, au départ, ont pris la forme de contrôles «au faciès» pour mettre ensuite en cause les libertés de tous les citoyens. Va-t-on assister aujourd'hui à la même démarche et les immigrants seront-ils encore présentés abusivement comme responsables de l'insécurité ? Va-t-on voir revenir le cycle implacable, tant de fois stigmatisé par les antiracistes et les démocrates : contrôles, répression, expulsions ?

Fidèle à sa mission et au combat qu'il a toujours mené, le MRAP attend, au contraire, des pouvoirs publics, qu'ils éclairent et suppriment les causes socio-économiques de la délinquance et de l'insécurité, et combattent toutes interprétations «raciales» ou ethniques de ces problèmes, qui ne sauraient en aucune façon aider à les résoudre.

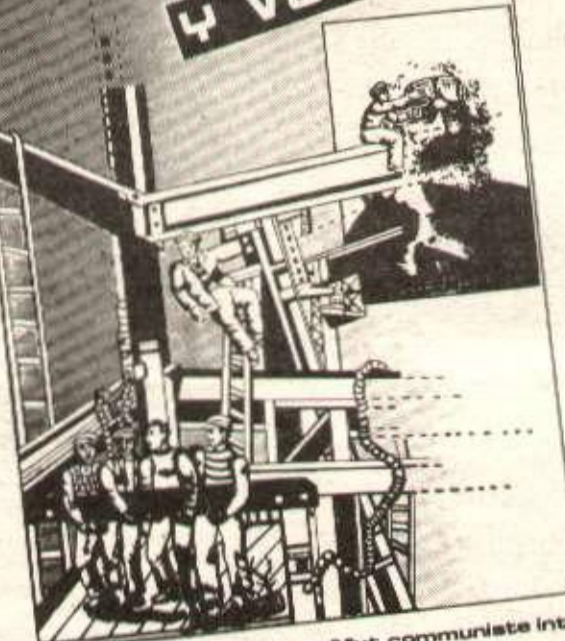
Le MRAP écrit dans ce sens à M. le ministre de l'Intérieur pour lui demander une entrevue, et à M. le président de la République pour obtenir une audience.

le 20 avril 1982

## PROLETARIAT

24<sup>e</sup> congrès PCF

VOIR CLAIR



Le plan intérimaire - Chine - Mvt communiste international  
Avril 1982 - N° 24 ISSN 0223-5714 12,00F

#### Au sommaire :

— un éditorial qui appelle à une étude et à une discussion nécessaires sur le socialisme. — une étude du XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCF, notamment du socialisme à la française, de la voie de l'avancée démocratique, des rapports du PCF et de l'URSS. — une invitation à lire le document du Parti communiste chinois sur quelques questions de son histoire. — un examen du plan intérimaire 82-83. — des notes de lectures. — quelques données et hypothèses concernant les éclatements du mouvement communiste international de 1945 à aujourd'hui.

Le commander : à PROLETARIAT, BP 320, 13213 Marseille Cedex 1. (A l'unité : 15,00 francs. Abonnement : 4 numéros : 50,00 francs).

seurs, la titularisation du personnel conventionné. Il porte ainsi une lourde responsabilité. Car s'agissait-il de créer un nouveau régime particulier, de «développer des privilèges»? Non. Seulement d'aligner ce personnel qui travaille en permanence pour les besoins des établissements, sur le statut du personnel. La conception du gouvernement, en la matière, n'est pas d'aligner vers le haut, mais vers le bas! On pouvait attendre d'autres mesures d'un gouvernement que les travailleurs avaient massivement porté au pouvoir.

Le personnel des cantines déclencha une grève de trois semaines pour faire revenir le gouvernement sur sa position. Cette grève se déroula en grande partie dans la division CGT et CFDT et le rapport de forces ne fut pas suffisant pour infléchir la position du gouvernement. Il resta intraitable et proposa... que la CCAS améliore à nouveau la convention collective et... paye.

Des améliorations très sensibles de la situation du personnel des cantines ont ainsi été obtenues, en particulier : —garantie de l'emploi, notamment en cas de réformes de structures ou d'incapacité médicale; —droit de postuler à EDF avec maintien de l'ancienneté acquise à la CCAS; —régime de retraite équivalent à celui des agents statutaires, géré par EDF : droit à la retraite à 55 ans et application des différentes circulaires EDF en ce domaine.

Tout ceci est positif pour les travailleurs des cantines, pour l'unité entre personnel statutaire et personnel des cantines pour leurs futurs combats communs.

Mais c'est aux Directions générales d'EDF-GDF de payer le coût supplémentaire et non aux agents statutaires (par le prélèvement sur leur salaire indirect qu'est le fonds du 1%) : les cantines sont indispensables au fonctionnement des établissements, elles leur rendent de nombreux services. Le personnel des cantines travaille pour les besoins des établissements. Les Directions générales doivent donc assurer non seulement le coût supplémentaire provenant de l'application de mesures statutaires (comme elles le font pour les autres agents), mais l'ensemble du déficit des cantines, qui grève le budget de la CCAS.

D'ailleurs, est-ce bien à la CCAS que doit revenir la gestion des cantines? Ne serait-ce pas plutôt aux Directions, comme bien d'autres services des établissements? Voilà une question qui mérite débat parmi les militants du mouvement ouvrier.

Correspondant EDF

## LILLE

### Des sans-papiers pour la régularisation

Après avoir été expulsés par la police des locaux de la mairie annexe de Wazemmes (quartier populaire de Lille), une cinquantaine de travailleurs immigrés sans papiers occupent l'église Saint-Pierre et Saint-Paul.

Ils exigent le renouvellement sans condition de tous les titres de séjour, et refusent toute expulsion.

La solidarité s'est organisée dans le quartier. Ici un restaurateur apporte chaque soir des repas, là des fidèles de la paroisse apportent des couvertures...

res... Ce soutien devrait s'étendre dans les jours qui viennent. Plusieurs organisations ont déjà apporté leur soutien à cette lutte, sur la base des revendications des sans papiers (Ligue des droits de l'homme, PCML...).

Chaque soir, une assemblée générale regroupe immigrés et Français. Des tentatives de division sont venues de la préfecture (proposition de réexamen des dossiers cas par cas, tentatives de division entre nationalités). Les travailleurs y ont répondu par un seul mot d'ordre : « Régularisation pour tous ».

Pour la plupart, ils travaillent clandestinement. Lorsqu'ils ont réclamé un contrat de travail, le patron les a licenciés. Pas de travail, pas de papiers — pas de papiers, pas de travail... C'est cette logique qu'entendent aussi briser les sans-papiers et ceux qui les soutiennent.

Correspondant Lille

## SANTÉ

### La grève des internes des hopitaux non universitaires

Depuis le mardi 13 avril 1982, les internes des hôpitaux non universitaires de France sont en grève afin de marquer leur mécontentement envers la politique adoptée par le ministre de la Santé, à leur égard.

Qui sont ces internes? Nommés au titre d'interne des hôpitaux des régions sanitaires (hôpitaux non universitaires) à l'issue d'un concours, ce sont eux qui secondent le chef de service, les assistants, et qui nous soignent aux urgences 24 h sur 24. Ils sont environ 7 000 à 7 500 en France et sont regroupés au sein de la Fédération nationale des internes et anciens internes des hôpitaux des régions

sanitaires (F.N.I.A.J.H.R.S.)

Par un décret datant du 21 février 1982, le ministre Jack Ralite permettait, sous certaines modalités, à ces internes de devenir spécialistes dans les mêmes conditions que les internes de ville de faculté. C'était la satisfaction d'une vieille revendication des internes de région sanitaire et la généralisation à toute la France, d'une institution en vigueur, jusque là, seulement dans la région parisienne et jamais contestée.

Or, les internes des centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) se sont dressés contre ce décret, avançant l'argument mensonger que par cette loi, il y aurait un déferlement de spécialistes «sous-compétents» car non formés dans des CHU! Assertion qui est fautive car, cette année, il ne devrait y avoir que 200 spécialistes de plus, si le ministre de la Santé accorde le titre de spécialistes à 200 internes de région sanitaire. D'autre part, l'équivalence pour devenir spécialiste sera accordée que dans des conditions bien précises (stage dans la spécialité, service de la spécialité reconnue compétent, etc...). Il faut enfin signaler que les internes CHU ont été soutenus, et peut-être poussés, par les patrons de CHU fort mécontents de la suppression du secteur privé, source non négligeable de profits. Devant cette levée de boucliers, le décret du 21 février a été suspendu et, une fois de plus, les internes de région sanitaire ont été sacrifiés.

Indignée par le recul du ministre de la Santé et par la campagne de presse tapageuse, mensongère, menée par les internes CHU, la FNIAIHRSA a appelé ses adhérents à une grève illimitée, à partir du 13 avril 1982. Dans la majorité des hôpitaux, il s'agit d'une grève des soins, les urgences étant assurées 24 h sur 24. Dans la plupart des cas, les étudiants hospitaliers ont été solidaires de leurs camarades et se sont battus au coude à coude (étudiants en fin d'études, ils n'ont aucun statut et font un travail sous-payé). A Annecy, par exemple, la grève a été totale et les internes ont plusieurs fois été réquisitionnés par les forces de l'ordre! Dans plusieurs villes de France, comme à Avignon, ont eu lieu des manifestations d'internes. Le 16 avril, à Or-

léans, s'est tenue une assemblée générale nationale au cours de laquelle trois motions ont été adoptées et la grève a été revotée.

Cependant, malgré la combativité de certains hospitaliers, d'autres pour des raisons d'effectif, du fait de l'isolement, ne se sont pas mis en grève ou ont rapidement repris le travail. Aussi, lors de l'assemblée générale extraordinaire où étaient présents les délégués de nombreuses régions, le 23 avril, la grève a été arrêtée.

Mardi 27 avril, les responsables de la FNIAIHRSA auront une entrevue avec les dirigeants du ministère de la Santé où l'on discutera :

- de la reconnaissance du titre de spécialiste pour 200 internes, pour cette année 1982;
  - de la mise en application du décret du 21 février;
  - de la création d'un véritable statut pour les internes de région sanitaire (gardes non payées, salaire mensuel de 4 000 francs);
- A l'issue de l'assemblée du 23 avril, la décision de reconduire la grève était adoptée avec préavis de grève pour le lundi 4 mai, si les négociations du 27 avril n'aboutissaient pas.

Donc, affaire à suivre dans les prochains jours. De toute façon, l'action menée par les internes de région sanitaire ne cherche pas à nuire aux travailleurs, ni à l'ensemble de la population. Tout au contraire, par leur lutte, les internes se battent pour la défense des hôpitaux périphériques, pour une meilleure qualité des soins.

Correspondant

## SIVEM VENDEE

### Biderman refusé par les salariés

La SIVEM, usine de confection située à Aizenay (Vendée), 15 km

# AVEC LE PARTI

## À propos de l'unité

La question de l'unité d'action, la question du rassemblement des forces populaires contre le patronat, contre les forces de droite et tous les actes contraires aux intérêts des travailleurs, est à l'ordre du jour. Elle est au cœur des militants et des travailleurs. Combattre la division qui nuit à la classe ouvrière, combattre l'esprit de boutique et aussi combattre les politiques qui divisent, celles qui ne s'appuient pas réellement sur les intérêts des travailleurs, sur leurs aspirations et préchent la concertation avec le patron plutôt qu'entre travailleurs, constitue un souci constant des militants de notre parti. A preuve leur attitude dans les actions et dans les luttes où ils s'efforcent d'aider à rassembler la grande majorité sur les revendications de classe les plus urgentes concernant l'emploi, les salaires, la réduction du temps de travail sans réduction des salaires ni des acquis... A preuve cette réflexion reçue d'un camarade de Limoges, actif militant syndicaliste dans son entreprise :

« Au plan des syndicats de la classe ouvrière, nous avons quelques problèmes à affirmer avec clarté notre personnalité. Pourtant cela me paraît nécessaire sur certains points.

« Il s'agit en particulier de la forme que peut prendre et que doit prendre la tactique d'unité d'action aujourd'hui.

« Faisant le constat de la division physique et surtout politique de la classe ouvrière et de ses alliés, nous devons insister sur l'unité à la base.

« Unité d'action ponctuelle et à la base des organisations syndicales qui, à l'heure actuelle, sont dans l'incapacité politique d'aller plus loin, et ne peuvent suivre que des routes différentes et divergentes quand il s'agit de globaliser un tant soit peu.

« Notre parti n'a pas de prise sur les stratégies syndicales. Il ne peut donc espérer modifier cette réalité ni passer par dessus la tête de ces stratégies, s'il veut réellement s'insérer dans le mouvement ouvrier syndical.

« Mais si nous veillons scrupuleusement à nous en tenir à la réalité comme à la défense des intérêts du peuple, nous pouvons pratiquer positivement le pluralisme au sein du mouvement ouvrier. Ce pluralisme consistant en l'affirmation et l'expression de notre différence, tout en recherchant les points d'accord et d'apparementement avec les forces sur lesquelles les travailleurs ont intérêt à s'appuyer à un moment donné ou pour un problème donné ou sur lesquelles ils s'appuient traditionnellement et historiquement.

« Je pense que sur la question de l'unité d'action syndicale, nous devons et pouvons faire des propositions pratiques axées sur la réalité qui tien-

nent la route. Personne n'en fait de sérieuses actuellement et pourtant il s'agit d'un besoin très grand existant chez les travailleurs et les militants ouvriers. »

A preuve cette initiative du Comité de parti tre ouvrière sur le thème : l'unité aujourd'hui, dont voici les derniers mots de son invitation :

« La CGT comme la CFDT parlent d'unité, alors que ces deux grandes centrales sont très divisées, sur de nombreuses questions. Ceci place les travailleurs dans une mauvaise position pour leur lutte face au patronat, et même, ça les désorganise, ce qui est très grave. Ça n'empêche pas ces mêmes travailleurs de se retrouver unis à la base, dans l'action pour, par exemple, l'application de la réduction du temps de travail, sans toucher aux avantages acquis.

« Comprendre le pourquoi de la division, c'est se donner les moyens de lutter contre et de travailler à l'unité. Alors, discutons-en ! »

Discutons-en, en effet, entre travailleurs, militants ouvriers, syndicalistes et politiques. Discutons des revendications les plus urgentes sur lesquelles l'unité est possible, nécessaire, vitale même. Et sans doute les choses auront-elles un peu avancé, si nous en discutons.

de la Roche-sur-Yon, vient de fermer ses portes, mettant au chômage 660 travailleurs.

Elle appartenait au groupe Sigrand-Colbert, puis Armand Thierry. Un administrateur avait pris la gestion de l'usine pour 6 mois; après la démission d'Armand Thierry, il cessait ses fonctions en mars 1982. Biderman s'est proposé, flairant la bonne affaire; il a été refusé par les salariés.

L'union locale CFDT de la Roche-sur-Yon déclare à ce sujet : « Depuis le dépôt de bilan au 1<sup>er</sup> octobre 81, de nombreuses recherches ont été faites pour trouver un éventuel repreneur. Des projets ont été déposés et, seul, celui de Biderman a été jugé crédible industriellement par le CIASI (Comité interministériel et d'aménagement des structures industrielles).

« Un énorme cadeau à Biderman... — 54 millions (5 milliards 400 millions de centimes) en prêts bonifiés, — les stocks pour 1 franc symbolique (ils sont évalués à plus d'un milliard et demi de centimes), — les bâtiments et machines pour 1 franc symbolique; — la SIMATS (Société immobilière), les murs de 60 magasins; sans compter la compétence du personnel hautement qualifié.

« Celui de Biderman aux salariés : — La suppression de tous les avantages acquis (treizième mois, transport etc...) représentant entre 600 et 700 NF par mois (on sait que les salaires de l'habillement sont au SMIC); — l'aggravation des conditions de travail, suppression des pauses, prime individuelle de rendement (à la place d'une prime collective); — Aucune garantie de l'emploi; — Une diminution de 15 à 20% du pouvoir d'achat.

« Mais Biderman, c'est aussi : — Augmentation des cadences (ex. 55% du personnel de Big Chief n'arrive pas à faire le rendement imposé); — nombreux avertissements suivis de demande de licenciements pour non rendement; — dégradation de la santé (plus de 20% d'absentéisme chez Big Chief); — 117 licenciements abusifs en 1981, dès le rachat définitif de Big Chief; — menace de dépôt de bilan. »

Correspondante La Roche/Yon

## NON! REPERES POUR LE SOCIALISME

Le numéro de mars-avril de la revue *Non!*, liée au CERES, est essentiellement consacré à la politique de la recherche, à la suite du colloque de janvier. Le dossier est conséquent : présentation des objectifs; statistiques; liste des commissions au colloque; le pari du colloque; les nouvelles bases de la politique scientifique et technologique; technologie, emploi, travail; recherche et défense nationale; les sciences sociales et le colloque; recherche agronomique; économie politique

et recherche; demande sociale et/ou commande étatique; la science pour tous? Il est conclu par un entretien avec Jean-Pierre Chevènement.

Prix : 35,00 francs

## RECHERCHES INTERNATIONALES

Dans la revue trimestrielle de l'IRM, on peut retenir quelques études : Etat et constitution dans les régimes socialistes; les mutations sociales en Chine (d'Alain Roux); l'entreprise dans les systèmes socialistes; droits de l'homme et nouvel ordre; intégration capitaliste et nouvel ordre; puissance

et déclin des Etats-Unis.

Prix : 40,00 francs

## DÉFENSE NATIONALE

Cette revue publie chaque mois des études et des informations afférentes aux questions de défense en France et dans le monde entier; les études réalisées par des « professionnels » et des spécialistes des questions de défense présentent un intérêt non négligeable, même si leurs optiques politiques diffèrent le plus souvent fondamentalement des nôtres.

Au sommaire du numéro d'avril, entre autres sujets :

- industrie d'armement et politique industrielle de défense; - les Soviétiques et l'Océan arctique; - l'Inde et son environnement stratégique; - le Pacifique comme zone de redistribution des forces; - l'Allemagne et le neutralisme...

## LA PENSÉE

Dans *La Pensée* de mars-avril 82, un dossier sur l'espace, notamment sur la recherche spatiale et la connaissance de l'univers et sur la médecine et la biologie spatiales.

A noter aussi un article de Guy Pelachaud : L'information : lien social, service public.

# ECONOMIE POLITIQUE

## LE PATRONAT FRANÇAIS NE CROULE PAS SOUS LES CHARGES!

C'est la démonstration que fait Bernard Marx dans le numéro d'avril d'*Economie et Politique*, revue économique du PCF (et que reprend le N° 2469 de *Révolution* du 16 avril) :

« La vérification des faits eux-mêmes apporte un quadruple démenti aux allégations patronales :

1) loin d'être le pays où les charges sociales sont les plus élevées, la France est après le Japon, le pays capitaliste industrialisé où les coûts salariaux sont les plus bas;

2) loin d'être le pays où les charges fiscales pesant sur les entreprises sont les plus élevées, la France se situe en la matière en dessous de la moyenne des pays de la CEE;

3) loin d'être étranglées par les charges sociales, les entreprises françaises dégagent des profits qui pourraient être, en moyenne, largement suffisants pour assurer la modernisation et le développement de l'industrie nationale. Mais les patrons réinvestissent peu ces profits dans l'industrie (en tous cas semble-t-il moins que dans les autres pays de la CEE). Par contre, les gâchis financiers apparaissent considérables.

4) Alors que le CNPF prétend que le gouvernement a alourdi les charges de façon insupportable, les statistiques établissent au contraire que depuis mai les coûts salariaux se sont allégés et que les profits remontent. »

Une des quatre preuves... pour les coûts salariaux :

	Coût salarial horaire (1)	Coût salarial unitaire (2)
Japon.....	91	90
France.....	100	100
Etats-Unis.....	139	107
Pays-Bas.....	122	109
RFA.....	131	110
Suède.....	149	125
Espagne.....	73	125
Belgique.....	135	126
Italie.....	106	131
Grande-Bretagne...	88	135

(Comparaison des coûts salariaux à la mi-1981, base 100 pour la France).

(1) coût salarial dans l'industrie de transformation comprenant le salaire horaire direct plus les charges sociales.

(2) coût salarial unitaire égal au quotient du coût salarial par la productivité.

Lire les trois autres preuves dans *Economie et Politique* ou dans *Révolution*.

*Economie et Politique* - mensuel, prix : 20,00 francs.

# POLITIQUE

aujourd'hui

## POLITIQUE AUJOURD'HUI REPARAIT

Après six mois d'interruption la revue de Paul Nèiro, ancien collaborateur du Comité central du PCF, co-fondateur d'*Economie et Politique* et ancien rédacteur-en-chef-adjoint de *Démocratie Nouvelle*, reparait.

Dans son éditorial, il situe explicitement cette réparation et ses objectifs dans la période ouverte par le 10 mai sous le titre explicite de « Notre responsabilité »; il y écrit notamment :

« (...) Si la victoire de François Mitterrand et celle du Parti socialiste s'inscrivent dans la lignée des grandes espérances nationales jaillies avec le Front populaire en 1936 et la Libération en 1944, elles constituent cependant un événement profondément inédit. Elles marquent dans l'histoire le début d'une aventure

qui peut ouvrir une rupture politique non seulement en France, mais en Europe, et modifier positivement les rapports internationaux.

« Le changement social en France était bloqué dans les dernières décennies par la structuration historique du mouvement ouvrier et le rôle de représentation politique de celui-ci qu'assurait le PCF après la conquête (et la réorganisation) de la CGT en 1936 et 1945. (...) »

« Si la stratégie maintenue avec acharnement par François Mitterrand a triomphé, c'est, pensons-nous, pour avoir réussi à prendre en compte tous ces éléments et facteurs, s'agissant aussi bien du Parti socialiste, du Parti communiste, des hommes et des femmes qui les composent ou qu'ils entraînent, que du mouvement social d'ensemble. »

« L'expérience vient seulement de commencer. Toute la gauche est concernée par son succès ou son échec. On est même en droit de dire que la gauche radicale - celle qui est la plus attachée à une profonde transformation sociale - serait sans aucun doute le plus menacée par un éventuel dérapage. Menacée dans sa crédibilité politique pour une ou plusieurs générations sinon même dans son existence militante. (...) »

Aussi la réparation de *Politique Aujourd'hui* voudrait-elle contribuer à sa « modeste place » à « mobiliser la population et à responsabiliser jour après jour, patiemment mais fermement les hommes qui peuvent peser sur l'opinion publique ».

Et de tracer en fin d'éditorial la tâche présente de *Politique Aujourd'hui* :

« Faire de PA un centre actif de réflexion et de débats sur les pratiques et les recherches socialistes en France et dans le monde », tel était notre objectif en fondant cette revue fin 1968. Nous avons la chance aujourd'hui d'avoir notre pays comme terrain privilégié. »

Ce numéro comprend des études d'intellectuels anciens, ou encore membres, du PCF, dont certains sont aussi à l'initiative de *Rencontres Communistes* : Jean Rony, Etienne Balibar, François Hincker, Yvon Quiniou.

Numéro 1-2 - 1982 : 28,00 francs



## UNE ADRESSE A FRANÇOIS MITTERRAND

Le numéro 12 (avril 1982) de *Solidarité-Palestine* consacre son éditorial à une « adresse aux socialistes français », à la suite du voyage de François Mitterrand en Israël; en ces termes vifs et indignés :

« Monsieur le président de la République, on ne "suit" pas de tels événements "avec inquiétude", on ne se contente pas de "réprouver toutes mesures unilatérales imposées à quelque Etat et peuple que ce soit"; on ne se rend pas en visite d'amitié dans un Etat qui s'installe davantage chaque jour dans l'arbitraire, l'annexion permanente, la violation des droits de l'homme et le mépris des lois internationales; on n'accepte pas d'être ridiculisé en ayant servi de caution à un nouveau processus d'annexion. On boycotte un tel Etat, on ne reçoit pas ses officiers au ministère des Forces armées, on ne nous pas de nouveaux accords de coopération avec lui. On lui répond au moins, et ce serait enfin la traduction concrète du souci d'équité et de justice que vous proclamez votre, en reconnaissant officiellement l'OLP comme l'unique représentant du peuple palestinien et en invitant à Paris Monsieur Yasser Arafat. »

Et l'éditorialiste Michel Larivière poursuit par cette question de fond :

« Le changement! Mais quand donc allez-vous changer vous-même, traduire en actes un soutien théorique aux opprimés, vous engager du bon côté des guerres de libération qui nous concernent directement, et rompre enfin avec la funeste image de la SFIO qui vous colle à la peau? »

« Après l'Indochine, l'Algérie, Suez, les socialistes français vont-ils lier leur présence au gouvernement à l'extermination du peuple palestinien? »

Ce numéro 12 de *Solidarité-Palestine* fournit des éléments d'un rapport du comité israélien de la Ligue des droits de l'homme concernant les conditions difficiles des prisonniers palestiniens en Israël : 4 000 prisonniers, Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza ou Syriens des hauteurs du Golan, la plupart

## histoire



Si en répondant à l'appel de l'American Federation of Labour, la classe ouvrière américaine fut la première à manifester un 1<sup>er</sup> Mai - en 1886 - pour obtenir la journée de 8 heures, la proposition d'une journée de lutte commune à tous les travailleurs du monde a d'abord été faite lors du Congrès syndical international de Londres par le Belge Anseele.

En fait, ce fut au Congrès socialiste international de Paris en 1889 qu'a été adoptée l'organisation « d'une grande journée internationale à date fixe... Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1<sup>er</sup> Mai par l'AFL... cette date est adoptée pour la manifestation internationale. »

Près d'un siècle après, la lutte pour la réduction du temps de travail est toujours à l'ordre du jour et des milliers de travailleurs ont payé de leur vie la célébration du 1<sup>er</sup> Mai.

Robert VALLOT



condamnés à de lourdes peines, dont la prison à vie, pour avoir défendu les droits patriotiques légitimes de leur peuple.

*Solidarité-Palestine* - mensuel, prix : 5,00 francs  
Abonnements : AMFP, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.  
prix : 50,00 francs par an.

Rubrique réalisée par Camille GRANOT

JOHN REED

Le nom de John Reed est lié à la Révolution d'Octobre comme plus tard ceux de Norman Béthune et d'Edgar Snow le furent à la Révolution chinoise.

Itinéraire singulier que celui de Reed qui, né dans une famille bourgeoise, devait devenir un actif propagandiste de la révolution et l'un des fondateurs du Parti communiste américain.

La personnalité, le cheminement de Reed sont fort bien décrits dans la biographie que Robert Rosenstone lui a consacrée; livre passionnant qui, à travers et au-delà de la figure de Reed, nous fait découvrir une époque où se produisirent des événements qui « ébranlèrent le monde ».

JOHN REED — Robert Rosenstone (Le Seuil, 30,00 F)

DIX JOURS QUI ÉBRANLERENT LE MONDE  
LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE AU QUOTIDIEN

« Après avoir lu avec un immense intérêt... le livre de John Reed : "Dix jours qui ébranlèrent le monde", je recommande du fond du cœur cette œuvre aux ouvriers de tous les pays. » Ces quelques lignes sont extraites de la préface de Lénine à l'édition américaine.

Pourtant ce livre qui est, avec les notes du capitaine Jacques Sadoul, l'un des rares témoignages de la première révolution socialiste, avait failli ne pas voir le jour. En effet, les autorités américaines avaient confisqué à Reed toutes ses notes et les documents qu'il avait rapportés de Russie et ce n'est qu'au bout d'un an, à la suite de multiples démarches, qu'il put récupérer cette exceptionnelle documentation. Le récit de Reed est remarquable par divers aspects. D'abord, il présente les différents partis en présence et dresse un tableau concis et précis du contexte économique et politique de la période qui précède à la révolution.

Puis Reed, à la fois observateur attentif et participant, restitue au fil des pages l'atmosphère de ces journées. Il court les réunions, lit les centaines de proclamations qui couvrent les murs, se mêle aux groupes qui se font et se défont dans la rue...

A la lecture de « Dix jours qui ébranlèrent le monde », l'on ne s'étonne pas que les adversaires de la révolution se soient efforcés d'étouffer la voix de Reed, comme l'on comprend que des millions de travailleurs de tous les pays y aient puisé force et espérance pour leur propre combat.

DIX JOURS QUI ÉBRANLERENT LE MONDE — J. REED  
(Editions sociales : 70,00 F)

LE MEXIQUE INSURGÉ

Les qualités d'observateur et de narrateur de Reed, qui passionnèrent les lecteurs de « Dix jours qui ébranlèrent le monde », s'étaient révélés quelques années auparavant dans sa relation de la révolution mexicaine.

C'est avec enthousiasme que Reed partit comme journaliste au Mexique à la fin de 1913. Les événements qui secouaient ce pays correspondaient à son aspiration d'être mêlé à des luttes sociales et d'en faire connaître les étapes à des lecteurs auxquels il souhaitait faire partager son engagement.

« Le Mexique insurgé » est une véritable fresque. Comme il le fera en Russie, Reed sut saisir la complexité des situations : les forces en présence, les enjeux...; ce qui n'était guère facile dans le cadre du Mexique où deux révolutions aux intérêts à la fois complémentaires et contradictoires se déroulaient dans le même temps : d'une part une révolution démocratique bourgeoise, d'autre part une révolution agraire.

La force des récits de Reed tient à ce qu'il vit intensément les événements, mêlé à la population, aux combattants — au lieu de se contenter des communiqués des états majors — et en fait un remarquable propagandiste des causes révolutionnaires auxquelles il adhère.

LE MEXIQUE INSURGÉ (Maspéro : 35,00 F)

Cet ouvrage comporte également l'intervention de Reed au Congrès des peuples de l'Orient à Bakou.

CINÉMA ANTILLAIS

Du 4 au 9 mai, l'ensemble culturel Théâtre Noir va présenter un programme consacré au cinéma antillais. Cette initiative permettra au public de découvrir divers aspects d'un cinéma très peu connu en France en dehors des films de Christian Lara ou du film de François Migeat récemment projeté en salle.

Les films courts et longs métrages retenus pour ces soirées appartiennent à la production « intérieure » avec des films de Sarah Maldoror, de Jean-Paul Césaire — qui sera présent à ces soirées —, de Constant Gros-Dubois, de l'atelier de la SERMAC...

Théâtre Noir — 23, rue des Cendriers, Paris XXe  
Tel : 797. 81. 14

ART ET CIVILISATION CHINOISE

Plusieurs expositions sur différents aspects de l'art et de la culture chinoise ont ou vont avoir lieu à Paris. Le Musée d'Art moderne accueille actuellement une exposition de cinq peintres contemporains qui peignent dans le style traditionnel. Une exposition sur la bande dessinée chinoise, son histoire, les styles... vient de débiter au Centre Beaubourg ou sera également présentée, à partir du 19 mai, une importante exposition consacrée à l'environnement rural et urbain en Chine.

Musée d'Art moderne — jusqu'au 12 mai —  
Av. du président Wilson, Paris

Robert VALLOT



« REDS »

Une fresque cinématographique pour un romantique révolutionnaire

Superproduction d'outre-atlantique; un budget de 40 millions de dollars; 12 mois de tournage; 12 mois de montage; une distribution éclatante (Jack Nicholson, Gene Hackman, Diane Keaton, Warren Beatty, et Maureen Stapleton — illustre inconnue qui crache le feu dans le rôle d'Emma Goldman); 3h20 de spectacle; 12 nominations aux Oscars; 3 Oscars : « Reds » est sur nos écrans (mais ça, vous le saviez sans doute). Le moins que l'on puisse dire, c'est que Beatty, metteur en scène, n'a pas lésiné sur les moyens...

Après l'histoire tragique, ponctuée d'un staccato de mitrailleries en mi-majour, de Bonnie Parker et Clyde Barrow (1967) et avant la mise en scène, probable, de la vie à combien riche de Howard Hughes... Beatty s'est lancé dans un tout autre registre en nous contant, avec toujours le même brio, l'histoire de John Reed, journaliste et communiste américain. Une grande figure universelle de notre siècle débute. Le seul américain qui repose dans les murs du Kremlin

Une fresque géante, (je parle du film) entrecoupée de témoignages de vénérables personnes ayant connu John Reed et Louise Bryant, sa compagne... ou plus simplement parlant de l'époque. Témoignages, inégaux et pas toujours très intéressants, qui alourdissent un peu le sujet. Sans doute, Beatty

voulait-il ainsi souder davantage ses personnages à la réalité de l'époque... sans doute, mais je doute que le film y ait gagné.

En fil rouge, les relations tumultueuses et tendres de John Reed et Louise Bryant. Louise qui surgit un peu comme un cheveu sur la soupe au détour de la vie de John. Et le film s'étend, trop disent certains, sur leurs relations, de Portland à Provincetown en passant par Greenwich Village, au milieu d'intellectuels petits-bourgeois qui jouent au génie et n'ont que celui de la provocation. Dans l'Amérique collet monté des années 1910-1920, ça ne devait pas être triste... John, c'est l'homme « coup de vent », toujours entre deux taxis, entre deux trains... Un journaliste qui parle de la lutte des autres peuples, qui se lance à corps perdu aux côtés des ouvriers américains, dans la lutte de classe, au risque d'y laisser un rein... Un propagandiste qui lutte pour qu'une organisation révolutionnaire digne de ce nom naisse aux Etats-Unis. Un homme de terrain qui se trouve toujours là « au bon moment, au bon endroit ». Une sorte de « sixième sens » qui le fait choisir de partir en Russie à la veille de la révolution d'Octobre 17. Il la vivra sur place, à Pétrograd et dans tout le pays, parmi les protagonistes comme il avait vécu, quelques années plus tôt, le Mexique insurgé aux côtés de Pancho Villa. Un sens de l'événement et un engagement con-



crétisés dans deux chefs d'œuvre (voir ci-contre la rubrique à Vallot). La Russie, pour Reed et des millions d'hommes, c'est l'espoir... Les jours du capitalisme sont comptés.

Mais la lutte pour cette émancipation n'était pas chose facile. Indomptable, Reed (affaibli par un long séjour dans les prisons finlandaises) parcourait le pays, menait bataille dans le Komintern, s'affrontant parfois à Zinoviev et Radek; des dirigeants décrits comme des personnages dogmatiques, davantage des petits bureaucrates besogneux que des militants révolutionnaires. Dernière étape, le Congrès des peuples d'Orient à Bakou, où Reed prononça un discours... revu et corrigé par Zinoviev, aux dires de Beatty ?

Le 17 octobre 1920, le typhus eut raison de cet homme

indompté. L'écrivain américain Dos Passos parle ainsi de cette grande figure du communisme : « Reed était un homme, il aimait les hommes, il aimait les femmes, il aimait nager et écrire et les nuits de brouillard et la natation et le foot-ball et la poésie... ». C'est cet homme-là, dans toute sa dimension humaine, que nous montre le film de Beatty.

Du côté soviétique, Sergueï Bondertchouk tourne actuellement une version de la vie de Reed. Question longueur, Beatty est enfoncé : 6 heures en deux épisodes. Espérons que nous pourrions le voir sur nos écrans, histoire de comparer les deux versions. En tout cas, à quelques détails près, celle de Beatty à l'air conforme à la réalité historique...

Claude DHALLUIN

rock



## VALERIE LAGRANGE

● Dans ton premier disque, un titre nous apprend que tu es allée « du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest ». Alors, nous aimerions connaître un peu mieux ta trajectoire.

J'ai fait mon premier film, « La Jument verte » d'Autant-Lara, alors que j'étais au lycée en 1959. Presque par hasard. Au bout de 3, 4 ans, j'ai rejeté à la fois la vie de vieux que m'offrait ce milieu bourgeois du cinéma, et le style de films que je tournais. Vers 64, j'ai fait quelques 45 tours très « variétés ». Puis j'ai rencontré des gens comme Bulle Ogier, Pierre Clémenti et Jean-Pierre Kalfon, qui étaient les pionniers un peu fous d'un autre cinéma. J'ai toujours la nostalgie de l'époque 62-72, où il y avait ce qui manque maintenant, la foi en quelque chose, que les choses allaient vraiment changer. En 68, l'explosion qui nous a tous terriblement impliqués. Après je suis partie vivre un an à Rome, où j'ai découvert les livres, la musique et les paroles de Dylan, la guitare... Ensuite, la Nouvelle-Guinée pour tourner avec Jean-Pierre et Bulle, le film de Barbat-Schroeder, « La Vallée ». Mon retour a duré un an, pendant lequel je suis restée en Inde. Vers 72, j'étais à Paris qui m'a semblé un asile de béton. Je suis aussitôt repartie vivre en communauté à Sisteron où des copains d'Higelin essayaient de restaurer un village en ruines. Au bout de huit mois, ça a dégénéré. Retour sans le moindre bié à Paris. Période très dure. J'ai alors rencontré Ian, le guitariste anglais avec qui je vis. Après beaucoup de tentatives où nous avons travaillé avec des tas de groupes (les futurs Téléphone, entre autres), nous avons percé dans la foulée du nouveau rock français, vers 77. Et en 80, notre premier disque...

● Que penses-tu de la période actuelle ?

C'est une époque que je vis très mal car elle est très très cynique. Plus aucune croyance en rien. « Prends ton pied maintenant ». Pas d'idéal. Parfois je flippe vraiment.

● De toutes façons, ça se sent dans les chansons de tes deux disques. A la fin de « Une autre vie », tu dis : « J'ai pas le sens de l'humour/ Nulle part je ne me sens bien/ Mais si j'ai mal, excusez-moi je n'y peux rien/ J'ai besoin de vérité. » Et à la fin de « Vengeance » : « Et si mon discours vous paraît démodé/ Il ne le sera pas pour ceux qui souffrent et qui ont faim/ Mode, mode, tu me fais gerber/ Pathétique reflet de l'impuissance. »...

Moi, ce que j'écris, c'est ce que je vis, les trucs que je ressens. Je ne sais pas écrire des trucs comme les gens qui racontent des histoires de quelqu'un d'autre. Les idées superficielles de ces temps de crise, je les vis très mal. J'ai besoin de croire à des trucs. J'aime bien la vie, me marrer. Je suis quelqu'un de très optimiste dans un sens.

● Et le milieu du rock ?

Je n'y suis vraiment que depuis trois ans; mais il est terrifiant, super-cruel, avec toutes les horreurs : jalousie, arrivisme, diffamation. Il y a une apparence libérée, révoltée, mais si tu vas derrière, c'est pas toujours joli. Des groupes se battent comme des chiffonniers pour ne pas passer après l'autre. Du coup, je vis assez à part, avec quelques amis et des musiciens que j'aime bien.

● Et pourtant, des textes chantent la révolte...

Remarque qu'il y en a de moins en moins. Au contraire, il y a une image cynique liée à la mode, à la crise. Les textes basés sur : « Pas d'espoir, tout est de la merde » sont chantés par des gens qui en sont sortis. Mais ils enfoncent encore plus les jeunes de la zone qui les écoutent. C'est vraiment négatif. Mais enfin je pense que c'est un truc qui changera. Comme, de toutes façons, toutes les attitudes, toutes les modes, tous les arts, sont toujours liés à la situation économique du pays; si économiquement ça arrive à se remonter un petit peu dans les vingt années à venir...

● Parle-nous de tes disques.

C'est marrant. Celui qu'on vient de faire, « Chez moi », je l'aime beaucoup, mais il marche beaucoup moins bien que le premier qui a frôlé les 100 000. Il était plus léger, moins violent, au niveau de la musique.

● Il était très chouette aussi.

Oui, mais pour le deuxième, j'ai souvent rencontré des gens qui avaient aimé le premier et qui me reprochent que celui-là soit trop sombre, trop dur. Et puis la pochette aussi, avec le masque africain, est trop abstraite pour le grand public.

● Et pourtant, sur le deuxième, tu as fait un effort plus grand au niveau de la musique et même de la présentation artistique du disque. Comme quoi, ce n'est pas toujours la qualité qui paie...

Non. Il faut le côté « grand public ». Mais tu continues quand même à faire ton truc...

● Comment as-tu été amenée à écrire des chansons de révolte ?

Tu sais, moi, je vis sans arrêt des trucs avec lesquels je ne suis pas d'accord, je les vois, je les entends. Alors, j'écris. C'est ma façon de les combattre... Quant à l'idée d'écrire des « protest songs », je la dois à Dylan dont j'ai découvert les paroles pendant mon année à Rome. Et depuis, dans mes disques, je mets toujours une chanson de Dylan...

● Mais les deux derniers disques de Dylan ont été très critiqués, comme trop mystiques.

Je pense qu'on a eu tort... J'ai le plus grand respect pour les idées religieuses de Bob Dylan; il reste fidèle à lui-même; c'est un humaniste. De toutes façons, pour moi la religion c'est pas négatif. Pas la religion des églises, mais plutôt celle qui est la recherche de la vérité au fond de toi-même.

Propos recueillis par Boris DUROC

### ET SI ON PARLAIT D'« ORCHESTRE ROUGE » ?

Fondé en juin 80. Groupe tout jeune donc et déjà plus que professionnel. On en entend sûrement parler. Chantour : Théo Hakola, citoyen américain. Sa biographie : participation active au Comité de soutien à l'Espagne démocratique à New-York en 1975; passion pour la guerre civile espagnole, les républicains, et pour le groupe anglais « The Clash »; arrivée à Paris en 1978; écrit dans divers journaux; crée « Orchestre rouge » en 1980...

Le groupe : des textes politiques ou surréalistes, en anglais ou en français. Un son vraiment nouveau en France. Ils provoquent déjà des débats : je les trouve excellents, une camarade exécrables et décadents. Le mieux est de les voir sur scène ou de les écouter. Ils sortent leur premier 33 tours le 27 avril ! Qu'on se le dise... et de toutes façons, on reparlera d'« O.R. » à H.R....

B.D

### POUR MIEUX CONNAITRE VALÉRIE LAGRANGE

Premier disque : « Faut plus me la faire ». Virgin 202 199.  
Deuxième disque : « Chez moi ». Virgin 203 861.  
Et surtout venez nombreux à l'unique concert qu'elle donne en région parisienne, le 9 mai à Montreuil.

\*\*\*\*\*

L'HUMANITÉ ROUGE - Page 15

## FRANTZ FANON

### Une grande figure du Tiers Monde

Le 6 décembre 1961, dans un hôpital de Washington, mourait Frantz Fanon. Mais, paradoxalement, c'est en 1982 qu'on célèbre le vingtième anniversaire de la disparition de cette grande figure de l'émancipation des peuples, sûrement pour le faire coïncider avec celui de l'indépendance de l'Algérie, cause pour laquelle il s'était tant battu.

« En tant qu'homme, je m'engage à affronter le risque de l'anéantissement pour que deux ou trois vérités jettent sur le monde leurs clartés essentielles. » Un tel cri donne une idée du personnage que fut cet intellectuel antillais qui s'est engagé à fond contre le colonialisme aux côtés de ses frères algériens.

Né le 20 juillet 1925, dans une famille de la petite bourgeoisie martiniquaise, il part à 17 ans se battre contre les nazis et pour la France. Il sera blessé à plusieurs reprises au cours de la campagne de France. Autre blessure qui le marque à vie, celle du racisme qu'il découvre dans l'armée française. « J'ai été trompé et je paye mon erreur » écrit-il à sa mère le 12 avril 1945.

Après la guerre, il effectue des études de médecine et de psychiatrie. Il écrit alors son premier ouvrage : « Peaux noires, masques blancs », à partir des leçons qu'il a tirées de sa vie en France, de son séjour en Algérie en 44 et de l'analyse de la psychologie coloniale. En 1953, il devient médecin chef à l'hôpital de Blida en Algérie. Dans les troubles psychologiques de ses patients, il saura déceler le poids de l'oppression coloniale. Il choisit son camp, à partir de son poste de médecin, il aide clandestinement le FLN, cache des militants, soigne des blessés, fait du travail de liaison.

En 1956, ses activités ayant été percées à jour, il démissionne et rejoint ouvertement le Front de libération nationale. Expulsé d'Algérie, il rejoint alors la délégation extérieure du FLN en Tunisie, soignant les combattants, participant à la formation et à l'instruction des militants et des recrues. Il participe, à partir de 1958, à la rédaction de « El Moudjahid ». En 1959, sa jeep saute sur une mine près de la frontière algéro-tunisienne, il est grièvement blessé. Soigné à Rome, il échappe à deux attentats dirigés contre lui par la « Main rouge ». En 1960, il représente en tant qu'ambassadeur le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) au Ghana. Se sachant atteint d'une maladie grave, il redouble d'effort pour terminer « Les damnés de la terre », son dernier ouvrage dans lequel il met toute sa passion dans la lutte d'émancipation du Tiers Monde.

Il meurt le 6 décembre 1961. Selon ses dernières volontés, son corps sera porté en terre par des combattants de l'ALN, en territoire libéré d'Algérie, dans un cimetière de Chouhada. Dans la vallée, on entendait tonner le canon.

L'importance du rôle de Fanon vient de ce qu'il a analysé avec une grande finesse le monde colonial basé sur la violence, qui ne peut être détruit que par la violence. « Pour le colonisé, la vie ne peut surgir que du cadavre en décomposition du colon. » écrivait-il. Par son engagement jusqu'au bout de ses forces aux côtés du peuple algérien, il a mis en pratique ses convictions, et ses écrits n'en n'étaient que plus riches.

Antillais, servant la cause algérienne, il se voulait l'homme du Tiers Monde : « Il s'agit pour le Tiers Monde de recommencer l'homme ». Préconisant l'unité du Tiers Monde, il le mettait en garde contre lui-même et contre ses divisions : « Les bourgeois triomphants sont les plus impétueuses, les plus entreprenantes, les plus annexionnistes. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie française de 1789 mit l'Europe à feu et à sang. »

Un mémorial Frantz Fanon, tenu récemment en Martinique, encore colonie française, a montré en quoi sa théorie de la libération était d'une actualité brûlante. Pour évoquer le visionnaire, il suffirait de citer « Les damnés de la terre » :



« Il s'agit pour le Tiers Monde de recommencer une histoire de l'homme qui tiennent compte à la fois des thèses quelquefois prodigieuses soutenues par l'Europe mais aussi des crimes de l'Europe dont le plus odieux aura été au sein de l'homme, l'écartèlement pathologique de ses fonctions et l'émiettement de son unité, dans le cadre d'une collectivité, la brisure, la stratification, les tensions sanglantes alimentées par des classes, enfin à l'échelle immense de l'humanité, les haines raciales, l'esclavage, l'exploitation et surtout le génocide exsangue que constitue la mise à l'écart d'un milliard et demi d'hommes. »

« Donc, camarades, ne payons pas de tribut à l'Europe, en créant des Etats, des institutions qui s'en inspirent. (...) Si nous voulons répondre à l'attente de nos peuples, il faut chercher ailleurs qu'en Europe. (...) Pour l'Europe, pour nous mêmes et pour l'humanité, camarades, il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf. »

Léon CLADEL

### POUR EN SAVOIR PLUS

« Peaux noires, masques blancs » 1952 (Seuil)  
« L'an V de la Révolution algérienne ou sociologie d'une révolution » 1959 (Maspero)  
« Les damnés de la terre » 1961 (Maspero)  
« Pour la révolution algérienne » 1964 (Maspero)  
En vente aux Herbes sauvages. 70, rue de Belleville 75020 Paris.

OSCAR CHAPMAN  
8 ANS



PIERRE TEAVÉ  
7 ANS



JeanClaude TĒMARII  
7 ans



JOSEPH SEIGEL  
5 ANS



Antoine HUTAOUHO  
4 ANS



IMANUELA TAUHIRO  
20 ANS



PROCES  
DES  
MUTINS  
TAHITIENS

YVES ORIRAU  
5 ANS



FÉLIX KAPIKURA  
4 ans (libéré lesoirmême)



«Tout ça  
c'est la faute  
à votre sale  
bombe»

Comment se satisfaire du verdict rendu par la Cour d'assises de Versailles dans le procès des huit mutins tahitiens de la prison de Papeete (voir notre précédente édition)? Ils ont été condamnés à des peines allant de 4 à 10 ans de réclusion criminelle. L'un d'entre eux, Félix Kapikura, a été remis en liberté, sa peine étant couverte par le temps de prison déjà effectué.

Certes, ces condamnations sont très nettement inférieures à celles qu'avait prononcées la cour de Papeete, il y a 4 ans, puisqu'il y avait eu alors des condamnations allant jusqu'aux travaux forcés à perpétuité. Néanmoins, ces verdicts n'en demeurent pas moins profondément injustes : ces hommes que l'on condamne à de longues années de solitude, à 20 000 kilomètres de ce qui fait leur vie, se sont révoltés contre une domination coloniale dont leur peuple et eux-mêmes furent et demeurent victimes. Quelle est la légitimité d'une justice française imposée aux hommes d'un autre peuple?

Plusieurs témoins cités par la défense avaient clairement montré les conséquences de la présence française au cours de ces dernières années, notamment pour la jeunesse. La France a suscité une évolution incontrôlée qui a détruit la structure sociale qui existait auparavant, qui a entraîné le développement de la délinquance. Sait-on qu'un gouvernement français envisageait l'ouverture d'un bateau bordel pour les militaires français? Merci la France! La pauvreté s'est développée tandis que se montrait la richesse des colons et le luxe des touristes. Ainsi s'est renforcé chez les Tahitiens le sentiment d'être étrangers chez eux.

Le pasteur Jeanneret a montré les conséquences de l'implantation en 1963 du centre d'expérimentation du Pacifique. A l'époque, des savants de renommée mondiale comme Théodore Monnot ou Albert Schweitzer s'étaient opposés à ces essais nucléaires. 15 000 marins et légionnaires ont alors afflué, véritable troupe d'invasion, suivis de la cohorte des affairistes. Car la bombe a enrichi certains. Mais pour Tahiti et son peuple, ce ne fut ni plus ni moins qu'une agression, détruisant la nature

et les conditions de vie.

« Tout ça, c'est la faute à votre sale bombe » s'exclamera l'un des accusés. Ainsi que l'affirmera Jean-Jacques de Félice : « Il ne faut pas qu'il y ait un double discours : les droits de l'homme à Cancun ou à Mexico et ici le mépris d'un peuple qui aspire à la liberté. » Comment, en effet, peut-on parler du droit des peuples et continuer à imposer à un peuple nos essais nucléaires? Oui, comme le cria un des accusés : « Si la bombe n'est pas dangereuse, pourquoi ne pas l'expérimenter à Paris? »

Voilà quelques-unes des raisons qui ont conduit les prisonniers de Papeete à la mutinerie. Leur insurrection, car c'est de cela qu'il s'agissait, était une

révolte contre le colonialisme français. Ils n'ont cessé de l'affirmer. Et pour quelle autre raison cela aurait-il pu être? Les conditions de la prison n'étaient pas mauvaises et ils ne pouvaient nourrir des espoirs d'évasion. Comment, en effet, s'évader d'une île? Un gardien, Pau Hauata, un Tahitien, est mort lors de ce soulèvement. Les insurgés ne voulaient pas le tuer, c'est ce qu'ont dû reconnaître les jurés. Et c'est très sincèrement que les accusés ont demandé le pardon de la femme du gardien. Mais qui a demandé pardon à la famille de l'insurgé qui fut tué par les gendarmes lors de la mutinerie?

Un procès vient de se clore. Rien n'est réglé. A 20 000 kilomètres d'ici, inévitablement, dans la tête de milliers d'hommes grandit l'aspiration à décider soi-même de son propre destin.

Pierre BURNAND

LA PRÉSIDENTE



L'INTERPRETE  
SYMBOLE  
de la  
SITUATION  
COLONIALE



L'AVOCAT GÉNÉRAL

UN DES TÉMOINS DE LA DÉFENSE  
DOLINS JEANNERET  
PASTEUR EN RÉTRAITÉ



Me de FÉLICE

Me LECLERC